

LA VÉRITÉ

**Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale**

numéro spécial (février-mars 1967)

N° 536 — 2 F. (20 F. belges)

**POUR
le front unique
ouvrier !**

**POUR
un programme
de défense
de la classe
ouvrière !**

LA VÉRITÉ

*Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale*

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Ce numéro spécial de LA VERITE est consacré aux éléments du programme de défense de la classe ouvrière et de ses organisations qui donne sa véritable dimension à la participation de l'Organisation Communiste Internationaliste aux élections législatives : il s'agit d'une étape dans la lutte pour le Front Unique ouvrier.

Nous demandons à tous nos lecteurs de s'associer à la campagne de l'O.C.I. :

- en signant l'appel reproduit à la fin de ce numéro ;
- en le faisant signer largement par les militants ouvriers, les jeunes travailleurs manuels et intellectuels ;
- en souscrivant pour aider l'O.C.I. dans sa bataille pour le Front Unique.

Le prochain numéro de LA VERITE (537) paraîtra le 15 avril et contiendra notamment des articles sur les tendances actuelles de l'économie capitaliste, sur la crise politique et sociale en Chine, ainsi qu'une étude de Pierre Broué sur « Trotsky et la révolution espagnole ».

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	12 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Etranger	14 Francs
Le numéro	3 Francs
Abonnement de soutien	15 et 20 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

LA CAMPAGNE ELECTORALE DE L'O.C.I.

BILAN DU PARLEMENTARISME

Les élections législatives de 1967 ont une importance exceptionnelle. De Gaulle, Pompidou, Debré, la presse gaulliste ne le cachent pas : tout est en place pour ligoter la classe ouvrière, liquider ses conquêtes, enchaîner à l'état bourgeois ses organisations syndicales, en finir avec les droits et libertés démocratiques. Ils voudraient passer à froid la camisole de force. Une majorité parlementaire les y aiderait. Mais avec ou sans majorité parlementaire, le régime gaulliste ne peut plus attendre. Il doit, à tout prix, mettre en action l'état policier dont les structures sont en place. L'évocation par De Gaulle et ses lieutenants d'une éventuelle dissolution de l'Assemblée Nationale s'il ne s'y trouvait pas une majorité gaulliste, du recours à l'article 16 de la Constitution de 1958 qui supprime toutes les libertés, prouve qu'ils y sont décidés, fût-ce au moyen d'un coup de force.

Le Parlement n'a jamais été, ne peut pas devenir, un instrument de libération de la classe ouvrière. L'histoire du parlementarisme le prouve : toujours il fut utilisé pour duper les travailleurs. En juin 1936, la classe ouvrière débraye massivement et occupe les usines. Pris de panique, le patronat cède sur des revendications importantes afin de garder l'essentiel. Il a recours à Léon Blum. La chambre de front populaire ne fait que sanctionner les conquêtes arrachées par les travailleurs par la grève et les occupations d'usines. Léon Blum en profite pour déclarer qu'il faut faire confiance à la chambre et au gouvernement de front populaire. Maurice Thorez approuve et enchaîne : « il faut savoir terminer une grève ». La bourgeoisie souffle. Le temps lui est laissé pour reprendre l'initiative dans la lutte des classes. En 1939, la même chambre de front populaire annulait les conquêtes sociales ; elle dissolvait le P.C.F. En 1940, elle donnait tous les pouvoirs à Pétain qui dissolvait la C.G.T., les partis, qui supprimait toutes les libertés publiques et instituait la charte du travail.

Plus récemment, en 1945, la loi électorale instituant la représentation proportionnelle, la S.F.I.O. et le P.C.F. obtiennent la majorité absolue des suffrages, ils ont la majorité absolue au parlement. Loin de porter la hache dans l'édifice de l'état bourgeois, en alliance avec De Gaulle, avec le M.R.P., ils forment un gouvernement triparti. De Gaulle démissionnaire,

ils maintiennent le bloc avec le M.R.P. Ils appellent la classe ouvrière « à produire, produire, à retrousser ses manches ». Ils condamnent les grèves. Ils élaborent en commun la constitution de 1946 qui fonde la IV^e République et l'Union Française, qui prolonge le parlementarisme bourgeois, qui garantit aux capitalistes la propriété privée des moyens de production. L'histoire de la IV^e République est jalonnée par la première guerre d'Indochine, le pacte atlantique, la répression des grèves, la guerre d'Algérie. En 1955, le Front Républicain de Guy Mollet - Mendès France promet la paix en Algérie, la défense des droits et libertés démocratiques. Avec le P.C.F., il obtient la majorité à l'Assemblée Nationale. Président du Conseil, Guy Mollet demande des pouvoirs spéciaux. Le 12 mars 1956, la chambre du front républicain, les députés du P.C.F. compris, vote les pouvoirs spéciaux qui permettront à Mollet de rappeler des classes, d'étendre la guerre en Algérie.

De faillite en faillite, les gouvernements se succèdent. Mai 1958, le coup de force d'Alger est l'occasion d'une lâche capitulation du parlementarisme. La chambre du front républicain s'abandonne entre les bras de « l'homme providentiel » : De Gaulle. A l'annonce du coup de force d'Alger, le 13 mai, toute la Chambre — députés du P.C.F. compris — vote les pouvoirs spéciaux au président du Conseil, le M.R.P. Pflimlin, pour défendre l'ordre républicain. Dès cet instant, il engage le dialogue, avec les généraux d'Alger, avec De Gaulle, afin de lui transmettre pacifiquement le pouvoir. Une fois de plus, le prolétariat est prêt à engager la lutte. Il le prouve le 28 mai où plus de 500.000 travailleurs manifestent de la Nation à la République contre de Gaulle. La Fédération de l'Education Nationale propose à la C.G.T., à F.O., de lancer en commun l'ordre de grève générale : les dirigeants de la C.G.T. comme de F.O. refusent. Déjà Guy Mollet est allé à Colombey négocier avec De Gaulle la remise des pouvoirs. Le 2 juin, la chambre du front républicain investit de Gaulle des pouvoirs dictatoriaux.

Moins que jamais, il ne faut compter sur le parlement. En tout état de cause, il ne fera pas obstacle à la mise en action de l'état policier : il capitulera.

La campagne électorale, les élections législatives, sont importantes parce que la classe ouvrière peut les utiliser : pour se préparer au combat, pour unifier son front de classe, pour définir un programme de défense et de lutte contre la bourgeoisie, son état, son gouvernement.

Toute illusion parlementaire doit être bannie. Le parlementarisme est en faillite, il n'a jamais servi la classe ouvrière. Actuellement, s'en réclamer est une farce tragique qui affaiblit la conscience de classe des travailleurs.

LA CANDIDATURE DE L'O.C.I.

L'Organisation Communiste Internationaliste pour la reconstruction de la IV^e Internationale présente des candidats dans un secteur de la Seine parce qu'il est urgent de mettre en garde le prolétariat contre les illusions parlementaires. Il est urgent que soit défini un programme de défense de la classe ouvrière, fondement de la politique de front unique ouvrier. Il est indispensable que soit dénoncé l'alignement du mouvement ouvrier sur les intérêts de telle ou telle couche de la bourgeoisie. Il est indispensable que s'organise le regroupement des militants, des travailleurs, qui veulent lutter pour imposer le combat : classe contre classe.

Le front unique ne peut résulter que d'une bataille constante qui, comme toute autre bataille, exige les instruments nécessaires à l'engager et à la conduire. L'instrument indispensable est un parti révolutionnaire. Il ne peut être construit qu'en tirant les enseignements de l'histoire du mouvement ouvrier, condensés par le programme de fondation de la IV^e Internationale. Poursuivre le combat de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, continuer la tradition du bolchevisme, telle est la tâche du parti révolutionnaire. Le front unique ouvrier est indissociable de la perspective de la révolution prolétarienne, de la lutte des classes mondiale. La construction du parti révolutionnaire en France est indissociable de la reconstruction de la IV^e Internationale continuatrice des I^e, II^e et III^e Internationales.

L'O.C.I. entend utiliser la campagne électorale et les élections pour ouvrir cette voie au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière. Elle présente démonstrativement un candidat dans un seul secteur, mais elle engage, à partir de cette candidature, une campagne nationale. Elle appelle à constituer partout des comités de soutien à la candidature du front unique ouvrier, pour le regroupement des militants fidèles à l'orientation de lutte classe contre classe, pour la construction du parti révolutionnaire.

Dans le secteur Seine-Saint-Denis (Saint-Ouen, L'Île Saint-Denis, Pierrefitte, Epinay et Villetteaneuse)

où l'O.C.I. présente Stéphane Just, ouvrier à la R.A.T.P., avec comme suppléant Gérard Bloch, professeur agrégé :

Votez massivement pour le candidat de l'O.C.I. Plus il y aura de suffrages qui se porteront sur le candidat de l'O.C.I., plus la lutte pour le front unique ouvrier sur un programme de classe gagnera en efficacité et en puissance.

Dans les autres secteurs, formez des comités de soutien aux candidats de front unique ouvrier. Appeler, avec l'O.C.I., à voter pour les candidats se réclamant d'un parti d'origine ouvrière, tout en dénonçant toutes les illusions parlementaires, toutes les combinaisons avec les organisations de la bourgeoisie. En votant massivement pour les candidats se réclamant d'un parti ouvrier, les travailleurs manifesteront leur sens de classe en opposition à tout candidat se réclamant d'une organisation bourgeoise. Ils exigent que ces partis rompent avec ceux de la bourgeoisie.

De Gaulle prépare, à l'abri de la campagne électorale et des élections législatives, son mauvais coup. Les Giscardiens sont ses complices avoués. Lecanuet et son équipe sont les agents pro-américains de la hiérarchie catholique, ils trouveront toujours une base d'accord avec de Gaulle. Tixier-Vignancour et ses séides sont des démagogues pro-fascistes.

Reste la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste et le P.C.F.

La F.G.D.S. est le type même de rassemblement électoraliste sans principe regroupant les fossiles radicaux, les combinards parlementaires bourgeois style Mitterrand, cautionné sur leur gauche par un parti d'origine ouvrière, la S.F.I.O.

Votez seulement pour les candidats S.F.I.O. — si'ils se présentent sous l'étiquette de leur parti — ou pour les candidats du P.C.F.

Partout où se présente un candidat sous l'étiquette de la F.G.D.S., votez pour le candidat du P.C.F.

En présentant un candidat, en menant campagne contre le parlementarisme, l'O.C.I. trouble le jeu.

Elle veut contribuer à modifier le sens et la portée de cette campagne électorale et des élections. Elle alerte la classe ouvrière des dangers qui la guettent, si elle respectait le jeu normal du parlementarisme.

DU PARLEMENTARISME A L'ÉTAT FORT

LA CRISE DE LA BOURGEOISIE

La venue au pouvoir de De Gaulle n'est pas un accident de parcours de la démocratie parlementaire bourgeoise. La bourgeoisie française a l'impérieux besoin de mettre fin à un système de domination politique qui lui convenait jadis, mais qui est désormais inadapté aux exigences du capital, sans être utilisable par le prolétariat. Hier une des premières puissances impérialistes, contrôlant le second empire colonial du monde, la France bourgeoise dégringole irrémédiablement la pente. Le capitalisme mondial en crise est une jungle cruelle : seules y comptent la puissance économique, politique, militaire, les disponibilités en capital. Les « grands » souvenirs historiques, une vieille « culture » ne font pas prime sur le marché mondial.

Le capitalisme français doit se reconvertis, introduire l'automation, liquider des secteurs entiers de l'économie « non concurrentiels », imposer des fusions, des concentrations de toutes sortes, sacrifier le menu fretin aux grandes sociétés. Les groupes capitalistes les plus puissants de France sont aux prises, sur le marché mondial, avec des rivaux dix ou vingt fois plus puissants encore. Même les bourgeoisies les plus puissantes dans le monde ne peuvent plus continuer à vivre comme avant. Aux U.S.A., les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, noirs, portoricains, chômeurs, pauvres blancs, jeunes, sont réduites à la misère ou la cotoient. Pour maintenir le régime du profit avec toutes ses exigences, militarisation de l'économie, subsides de l'état au grand capital, guerres contre-révolutionnaires au Viet-Nam et ailleurs, préparation à la guerre, contre la Chine demain, contre l'U.R.S.S. après-demain, les représentants du capitalisme super-puissant des U.S.A., en lieu et place de la société d'abondance, déclarent au peuple américain qu'il lui faut consentir de nouveaux sacrifices. En Angleterre, cette ancienne dominatrice du monde, sauver la livre, sauver le capitalisme, signifie bloquer les salaires, augmenter le coût de la vie, le chômage, le marasme économique, la misère, pour une des plus vieilles classes ouvrières du monde. Le « socialiste » Wilson s'en prend aux conquêtes du prolétariat britannique, à ses droits syndicaux, à son droit de grève. Il tente de réaliser ce qu'était incapable de faire le gouvernement conservateur, utiliser l'appareil des Trades-Unions (les syndicats) du Labour Party pour discipliner la classe ouvrière aux impératifs du capitalisme britannique décadent. En Allemagne, le capitalisme le plus puissant d'Europe est

dans l'impasse. Il ressemble à un apoplectique qui, de plus, aurait eu, à la suite d'un terrible accident, les os brisés, les centres moteurs paralysés, aurait été amputé. Il n'a survécu que littéralement soutenu par la peau du cou par l'impérialisme américain. Gros et fort, il a besoin d'un corset pour maintenir sa colonne vertébrale, ses centres moteurs ne peuvent fonctionner de façon indépendante. Tout présage qu'il va traverser une crise politique, et peut-être économique terrible. Le capital allemand sait qu'il n'est d'issue pour lui que s'il enchaîne le prolétariat allemand, draine toutes les ressources à son profit. Ce que Erhard n'est pas parvenu à réaliser, le gouvernement de « grande coalition » chrétien-social-démocrate en est chargé : faire adopter les lois sur l'état d'urgence, renforcer les liens de dépendance de l'appareil syndical par rapport à l'état, subordonner étroitement les Landes au pouvoir central, empêcher que la classe ouvrière n'engage une résistance efficace.

S'il fallait dresser le bilan d'ensemble des impératifs de toutes les bourgeoisies, il serait terrible. A l'époque de l'automation, de l'énergie atomique, des Luniks et des Geminis, des millions d'hommes meurent de faim en Asie, en Amérique Latine, en Afrique. D'autres centaines de millions d'hommes sont menacés d'un sort identique, promis à la déchéance et à la mort dans les pays économiquement les plus développés, par le chômage, la misère, la famine, la guerre atomique.

La démocratie bourgeoise, le parlementarisme n'ont existé que dans les pays capitalistes qui dominaient le monde. Ils sont hors de saison. Les voies et moyens pour les supprimer peuvent varier, les rythmes être diversifiés, partout le même processus est en cours, parce que tous les états bourgeois, même les plus puissants, doivent tendre tous les ressorts de la société, détruire les conquêtes du mouvement ouvrier, pour tenter, d'un suprême et sauvage effort, de surmonter les contradictions du capitalisme, rouvrir aux marchandises et aux capitaux la Chine, l'U.R.S.S., l'Europe de l'Est, défendre leur propre position par rapport à leurs rivaux, tenter de participer en bonne place à l'éventuelle curée.

A plus forte raison est-ce vrai pour le capital français, héritier d'une position mondiale mais disposant d'une force, de moyens, de troisième ordre. Il lui faut un état fort, qui corsette et soumette toutes les couches sociales, qui mobilise toutes les ressources de

l'économie, qui tente tous les ressorts de la société, au profit exclusif du grand capital. Il n'a pas d'autres issues, sinon la décrépitude et la chute toujours plus profonde.

Depuis 1958, le processus de liquidation du parlementarisme est engagé. Le réajustement des rapports coloniaux, la participation à la concurrence internationale dans le cadre du marché commun l'exigeaient.

La constitution de 1958 ; l'élection au suffrage universel du président de la République doté des pouvoirs réels déniant toute réalité au parlement ; la réforme

administrative qui confère en pratique au préfet représentant du pouvoir central tous les pouvoirs : autant de pierres édifiant l'état policier. Le parlement, les conseils généraux, les conseils municipaux sont de plus en plus des théâtres d'ombres. En revanche, les C.R.S., les polices multiples, la défense en surface du territoire, l'armée de métier qui remplace de plus en plus, sous des prétextes techniques, la conscription, les nouvelles dispositions du code pénal permettant à la police de se substituer au juge d'instruction, de perquisitionner sans mandat, sont autant d'instruments de répression et de guerre civile.

LA PUISSANCE OUVRIERE : SEULE GARANTIE DES DROITS DEMOCRATIQUES

Les droits démocratiques, droits d'organisation, droits syndicaux, droits de grève, droits de réunion, droits de manifestation, liberté de la presse, ne sont maintenus que par crainte de la force potentielle de la classe ouvrière. Sa puissance est la seule garantie qui protège les libertés démocratiques. Les « démocrates » de profession, les bavards de toutes sortes qui criaillent et s'agitent au théâtre des ombres, n'ont rien à y voir. Ce qui subsiste des droits démocratiques, subsiste uniquement parce que la classe ouvrière reste capable de combattre et de vaincre.

Sans la magnifique réplique des mineurs à l'ordre de réquisition de De Gaulle en mars 1963, c'en était fait des libertés. Par contre, le refus des dirigeants des syndicats et des partis, qui se réclament des travailleurs, de mobiliser toute la classe ouvrière autour des mineurs, a sauvé le régime gaulliste d'une cuisante défaite. Il put reprendre l'initiative dans la lutte des classes, réglementer le droit de grève pour les travailleurs de la fonction et des services publics dès juillet 1963.

Tout ce qui divise, émette, fragmente le front de lutte des travailleurs, tout ce qui subordonne la classe ouvrière au parlementarisme moribond, tout ce qui lie le prolétariat à la bourgeoisie contribue à la mise en place de l'état policier, à la destruction des libertés démocratiques, à la destruction des conquêtes du mouvement ouvrier.

En 1958, c'est la subordination de la classe ouvrière au parlement bourgeois qui a pavé la voie à De Gaulle.

A peine les partis ouvriers avaient-ils fait plébisciter, au printemps 1962, la politique algérienne de De Gaulle en appelant à voter pour les accords d'Evian qui sauvegardaient les intérêts principaux de l'impérialisme français en Algérie, que De Gaulle faisait ratifier par un nouveau plébiscite en octobre 1962 l'élection au suffrage universel du président de la République.

Les grèves tournantes, rotatives, par vagues, ont abouti à une succession de défaites pour la classe ouvrière. La bourgeoisie, son état, son gouvernement ont pu commencer à appliquer leur plan de misère, de chômage, de déqualification pour la classe ouvrière, de déchéance pour la jeunesse.

Le soutien par les partis et organisations de la classe ouvrière de la candidature à la présidence de la République du bourgeois et combinard parlementaire Mitterrand a désorienté et empoisonné la conscience de classe des travailleurs. Il a fait le jeu de De Gaulle dont Mitterrand a repris le programme à l'encontre de la classe ouvrière.

Une telle politique ne pouvait qu'aider De Gaulle : à édifier les structures de l'état policier ; à mettre en place les instruments de la subordination des syndicats et de la jeunesse à l'état ; à appliquer le Ve Plan et le plan Fouchet ; à démanteler l'éducation nationale ; à préparer la destruction de la sécurité sociale, des régimes malades et de retraites.

Pourtant, à diverses reprises, la puissance de la classe ouvrière s'est manifestée avec force. La grève de 24 heures du 11 décembre 1964 a démontré l'extraordinaire puissance de la classe ouvrière. Mais les dirigeants retournèrent aux grèves tournantes, stériles, impuissantes et démoralisatrices, préparant ainsi les défaites des travailleurs des chantiers navals, de chez Berliet, de chez Peugeot. Le 17 mai 1966 a démontré que la classe ouvrière était disponible pour la lutte. Les dirigeants ont refusé d'en tirer les enseignements. Ils ont recommencé à déclencher des « actions » sans aucune perspective. De Gaulle en profite pour interdire les manifestations revendicatives prévues par les fonctionnaires, et celle du 23 novembre 1966.

IL FAUT ROMPRE AVEC LA BOURGEOISIE

DE GAULLE ET LES SYNDICATS

Un programme de défense des conquêtes ouvrières, des droits, garanties, libertés démocratiques ; de lutte pour les intérêts fondamentaux des travailleurs est la base indispensable du front unique ouvrier. Mais il est totalement impossible de mobiliser, d'organiser la classe ouvrière sans rompre totalement, sur tous les plans, avec la bourgeoisie.

Dans tous les pays capitalistes, l'état bourgeois, le gouvernement, le capital tentent de neutraliser les organisations syndicales. Ils veulent les « associer » à l'application de la politique économique et sociale de sauvetage du régime capitaliste. Ils s'efforcent, en les faisant participer à une foule d'organismes, d'utiliser les appareils syndicaux comme des prolongements de l'appareil d'état bourgeois. Ils veulent, au niveau de l'entreprise, faire des dirigeants syndicaux « les gérants honnêtes et loyaux » de la prospérité capitaliste : c'est-à-dire en faire les agents du profit maximum, par la productivité, les gardiens de la discipline du travail imposée aux travailleurs.

La clé de voûte de la politique gaulliste à l'encontre de la classe ouvrière consiste à obtenir « la participation » des syndicats, à utiliser les appareils syndicaux comme rouages de l'état bourgeois, à les intégrer à l'état bourgeois. Dès l'aube du régime capitaliste, les travailleurs ont cherché, face à l'exploitation sans frein qu'ils ne pouvaient individuellement que subir, à s'organiser en mutuelles, sociétés et caisses de résistance. Ils ne pouvaient faire face autrement au patronat féroce. De ces tentatives d'organisation sont nés les syndicats. Leur indépendance d'organisation, de fonctionnement, leur libre détermination est indispensable à l'accomplissement de leur mission. Sur le lieu même de l'exploitation capitaliste, ils doivent, pour lutter efficacement, regrouper les travailleurs, quelles que soient leurs divergences d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Leur indépendance exige qu'ils défendent les travailleurs non seulement contre le patronat mais aussi contre l'état bourgeois, instrument du capital. Pour qu'ils puissent regrouper les travailleurs de toutes opinions, il est indispensable qu'en leur sein existe la plus grande démocratie, les plus larges facilités

pour chacun d'exprimer et de défendre ses positions et opinions. Un syndicalisme authentique est l'école de la démocratie ouvrière et socialiste. Il n'y a pas de syndicalisme ouvrier s'il n'est indépendant de l'état et du patronat.

Au sein des syndicats nés des luttes de la classe ouvrière, la C.G.T., la F.E.N., F.O., se sont développés des appareils bureaucratiques qui tendent tous à s'adapter à la société bourgeoise. Pourtant, tant que la classe ouvrière peut se regrouper, s'organiser à l'intérieur et derrière des syndicats gardant leur liberté de décision, rien n'est perdu : la lutte peut reprendre, les revendications ouvrières être défendues, le pouvoir de la bourgeoisie mis en question. Bien plus, la structure de l'état policier ne saurait être pleinement efficace si les syndicats gardent leur indépendance face à l'état et au pouvoir bourgeois. Ils sont un commencement d'organisation de la classe en tant que classe, un embryon de pouvoir ouvrier, face au pouvoir bourgeois.

AUTOMATION ET RÉVOLUTION

Edité par Informations Ouvrières
Prix : 2 Francs

LA DÉFENSE DES 22 DES A.C.N. DE NANTES

Edité par Informations Ouvrières
Prix : 2 Francs

INDEPENDANCE DES SYNDICATS FACE A L'ETAT BOURGEOIS

L'indépendance des syndicats par rapport à l'état a une importance politique décisive. De Gaulle le sait. C'est pourquoi il veut les subordonner à l'état bourgeois, faire participer leurs appareils aux organismes de mise en place et d'application de la politique économique et sociale du gouvernement, à la « gestion » des entreprises capitalistes.

La réforme administrative a institué les Comités de Développement Economique Régionaux. Des fauteuils y sont réservés aux « syndicalistes » qui, dans la plupart des cas, s'y sont précipités. Les dirigeants syndicaux participent aux commissions du Plan. Leur présence à de tels organismes cautionne la politique du gouvernement à l'égard des syndicats. Quelques critiques qu'ils fassent au sein de ces organismes, par leur présence ils affirment que, patrons et ouvriers, représentants des syndicats et de l'état bourgeois, peuvent sous la direction du gouvernement défendre en commun « l'économie nationale ». Leur présence ouvre la voie au corporatisme dont le Conseil Economique et Social transformé en chambre « économique et sociale » serait l'expression. Elle signifie qu'à tout prix ils veulent poursuivre le dialogue avec l'état et le patronat, ne pas rompre avec eux. Ils doivent démissionner de ces organismes et les dénoncer.

La politique des revenus consiste à subordonner les salaires à la prospérité de l'économie capitaliste selon la logique du corporatisme. Il s'agit de la police des salaires. Les commissions Toutée-Grégoire sont les premiers organismes destinés à appliquer la police des salaires. Les dirigeants syndicaux, à l'exception de ceux de F.O. de la S.N.C.F., s'y sont précipités. Ils cautionnent ainsi le principe de la politique des revenus et de la police des salaires. Ils doivent dénoncer ces organismes et refuser d'y siéger.

Le gouvernement a fait ratifier par le parlement la nouvelle loi sur les comités d'entreprises. Pompidou l'a dit crûment : en « associant » les délégués syndicaux aux décisions prises sous le sceau du secret par l'entreprise, il s'agit de les associer à sa bonne marche, donc à l'exploitation, au profit du patron, des travailleurs. Il est scandaleux que députés S.F.I.O. et du P.C.F. se soient abstenus sur cette loi, que les dirigeants de la C.G.T. et de F.O. l'estiment « progressive ». Elle doit être dénoncée, les délégués syndicaux comme les représentants ouvriers au comité d'entreprise se refuser à siéger dans de telles conditions.

Le plan Fouchet démantèle l'éducation nationale. Le contrôle par les préfets de la nomination des fonctionnaires touche également les enseignants. Le nouveau statut des directeurs d'école les transforme en instruments de l'administration. La nouvelle loi sur la formation professionnelle met à la disposition du patronat des millions de jeunes en fonction de ses besoins en main-d'œuvre polyvalente sans qualification véritable. Elle fait participer les syndicats en coopération avec les organisations patronales et l'état à

cette entreprise de déqualification systématique de la jeunesse au profit du capital. C'est un scandale que députés S.F.I.O. et P.C.F. se soient abstenus sur cette loi en première lecture à l'Assemblée Nationale. C'en est un autre que la F.E.N., les syndicats s'installent dans le cadre de la réforme Fouchet, se bornant à « peser » sur ses modalités d'application. Ils acceptent, en fait, cette mise en condition de la jeunesse, de l'enseignement, en fonction des besoins du capital en siégeant aux commissions de la carte scolaire et à celles d'application de la réforme Fouchet. Ils doivent démissionner.

Les syndicats ne peuvent garder leur indépendance par rapport à l'état et au patronat si leurs dirigeants siègent aux multiples organismes mis en place pour transformer leurs appareils en rouages prolongeant l'état bourgeois. Même s'ils « contestent » telles ou telles décisions, telles ou telles mesures, en participant à ces organismes ils les cautionnent. Pour l'instant, De Gaulle ne leur demande que d'affirmer par leur présence la communauté d'intérêt des différentes couches sociales de la « nation ». Ils acceptent d'abord le principe de cette politique. Ils acceptent ensuite de ne plus agir que dans le cadre défini par la réforme administrative, le V^e Plan, le plan Fouchet, la réforme des comités d'entreprise, la nouvelle loi sur la formation professionnelle, etc. Ils sont obligés de se dresser contre les intérêts fondamentaux des travailleurs. Ils détruisent finalement les organisations syndicales en les vidant de leur contenu de classe. La C.G.T., la F.E.N., la F.O. ne peuvent, à la longue, qu'être brisés par cette politique. Leur origine c'est la lutte féroce des travailleurs contre l'exploitation sans frein du capital, le besoin vital de la classe ouvrière de s'organiser en tant que classe face au patronat et à l'état. En « participant », les appareils syndicaux remettent en cause l'origine des syndicats, la nécessité pour la classe ouvrière de s'organiser en tant que classe qu'expriment les syndicats. Ils ne peuvent que détruire les organisations syndicales nées des luttes de la classe ouvrière. La seule organisation qui puisse y trouver son compte est la C.F.D.T. : précisément

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*)

Édité par LA VÉRITÉ

Prix : 2 Francs

parce que ce n'est pas un syndicat, surgi des luttes de la classe ouvrière, mais une organisation construite par la hiérarchie catholique au sein de la classe ouvrière, sur les thèmes de la communauté d'intérêts entre les classes.

La lutte contre les empiétements quotidiens du capital, les libertés et droits démocratiques sont en cause. Tant qu'existent des syndicats à l'intérieur desquels et derrière lesquels peuvent s'organiser et se regrouper les travailleurs, l'état policier est contraint d'en tenir compte : la machine à broyer est entravée.

Des syndicats indépendants du pouvoir d'état et du patronat sont des bastions de la défense des droits et libertés démocratiques. Toute l'histoire le prouve : parler de la défense des libertés démocratiques en acceptant de coopérer avec l'état bourgeois c'est, sous un nuage de phrases, préparer leur destruction.

La lutte pour la rupture des dirigeants, des appareils syndicaux, avec les organismes de leur intégration à l'état bourgeois est le premier point d'un programme de défense de la classe ouvrière.

De même les organisations de jeunesse doivent dénoncer sans faiblesse les tentatives de mise en condition, de contrôle, d'encadrement de la jeunesse par les organismes d'état. La jeunesse est la partie la plus dynamique du prolétariat. Les organisations de jeunesse doivent se refuser à participer aux organismes sportifs, de loisirs, culturels et autres placés sous le contrôle de l'état, du ministère de la jeunesse et des sports, des C.R.S., des policiers, de l'armée. Les jeunes doivent s'organiser sur leur propre plan, sous leur propre responsabilité, comme ils l'entendent. Aux organisations de jeunesse se réclamant du prolétariat appartient la tâche de les mobiliser pour la lutte.

Mais rompre avec la bourgeoisie, l'état bourgeois, sur tous les plans exige qu'une perspective soit ouverte à la classe ouvrière et à la jeunesse.

LE PROGRAMME DE DEFENSE DE LA CLASSE OUVRIERE LE FRONT UNIQUE DE CLASSE

OU LE GRAND CAPITAL, OU LA CLASSE OUVRIERE

La classe ouvrière, la jeunesse, ne sont pas indifférentes au régime politique. Elles ne mettent pas un signe égal entre la démocratie bourgeoise et l'état policier. Elles ne considèrent pas les autres couches sociales comme «une masse réactionnaire unique». Petits bourgeois, petits paysans, cadres moyens subissent aussi les conséquences de la décrépitude du régime capitaliste. Le corset de fer de l'état policier les enserre également. Ils font et ferment aussi, et de plus en plus, les frais de la reconversion du capitalisme français. Mais la classe ouvrière ne peut céder aux illusions du «retour au bon vieux temps». L'inexorable marche du régime capitaliste ne peut être stoppée que si le mode de production capitaliste

est mis en cause. Les syndicats ne peuvent rester indépendants de l'état et du patronat que s'ils s'attaquent non plus seulement aux effets de l'exploitation capitaliste, mais à cette exploitation elle-même. La jeunesse ne peut vivre et respirer que si elle se dresse contre le capital et son état.

La classe ouvrière ne peut partager les illusions qu'ont certaines couches petites bourgeoisées. Elle les appelle à se joindre à elle dans sa lutte contre le capital, son état, son gouvernement. Il n'est d'autre choix aujourd'hui que de subir la loi du grand capital ou que de se rallier au programme et à la lutte de la classe ouvrière.

DES REVENDICATIONS ELEMENTAIRES

Seule la classe ouvrière peut garantir les libertés démocratiques, en se battant pour ses objectifs de classe, en luttant pour le socialisme.

Le capital, son état, son gouvernement organisent systématiquement le chômage, la misère, la surexploitation, la déchéance de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Nous n'acceptons pas de faire les frais de la décadence du régime capitaliste. Il nous faut :

- Un salaire qui permette à tous, jeunes et vieux, de vivre décemment, quel que soit l'âge, le sexe, la région, à travail égal salaire égal, garanti par l'échelle mobile des salaires fondée sur le contrôle des prix par les syndicats. Immédiatement après les élections, la hausse des tarifs des services publics, eau, gaz, électricité, transports, etc., des loyers, déclenchera inévitablement une flambee des prix.
- Une convention nationale inter-professionnelle garantissant, à tous, l'emploi et la qualification — quelle que soit la situation économique — le

travail, le repos, les vacances, les salaires. Cette convention doit être élaborée et discutée, à l'initiative des syndicats, par l'ensemble des travailleurs de toutes corporations.

- La sécurité sociale, les caisses spéciales de maladies et de retraites, les mutuelles font l'objet des

STÉPHANE JUST DÉFENSE DU TROTSKYSME

(*Le révisionnisme, liquidateur de la IV^e Internationale - La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale*)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 5 Francs

convoitises de l'état et du grand patronat. Supprimer le petit risque, augmenter les charges pesant sur les travailleurs (cotisations, paiements des soins et des médicaments), prolonger l'âge de la retraite, étatisation, utiliser les cotisations en dépôt pour les « investir », tels sont quelques-uns des projets à l'étude.

Nous luttons pour les objectifs suivants :

Pas d'atteintes à la sécurité sociale, aux régimes spéciaux de maladie et de retraites, aux mutuelles. Unification des régimes de retraites et de maladies sur les régimes les plus favorables. Cotisations à la charge du patronat et de l'état. Pas de capitalisations. La gestion des caisses par les délégués des travailleurs.

Le plan Fouchet, la loi sur la formation professionnelle s'intègrent dans la politique qui tend à faire de la jeunesse une main-d'œuvre au rabais, polyvalente, mobile, sans culture et sans qualification véritable. Ils signifient une université démantelée, un corps enseignant en nombre insuffisant, docile au patronat et à l'état, sans formation suffisante. Ils livrent, sur la lancée de la loi Barangé, l'école publique à l'école privée et confessionnelle.

La lutte pour la culture et l'enseignement est aussi importante que la lutte pour le pain. Nous luttons pour :

La scolarisation pour tous jusqu'à 18 ans. Une seule filière pour tous, le secondaire, de la 6^e à la 1^{re}. Allocation d'études correspondant au salaire minimum. La gestion de l'université, de l'enseignement, par les enseignants, les parents d'élèves, les élèves, les syndicats ouvriers. L'abolition du plan Fouchet, de la loi sur la formation professionnelle, du contrôle du corps enseignant par les préfets, du statut des directeurs, de la loi Barangé.

La socialisation de l'enseignement. La formation professionnelle sous contrôle des syndicats ouvriers à l'exclusion des associations patronales.

Une seule école : l'école publique.

Comme tout autre chose, le logement est considéré par le capital uniquement du point de vue du taux de profit, les terrains à bâtir comme une source de spéculation. Le logement doit être considéré comme un service social.

La seule solution, c'est l'expropriation des terrains à bâtir. La socialisation de la construction et des logements sous le contrôle des comités de locataires.

Au siècle de l'automation, ces revendications sont élémentaires. Elles sont irrecevables pour le régime capitaliste ? C'est la preuve de sa faillite, que progrès technique signifie, dans le cadre de ce régime, casser le prix de revient, abaisser les salaires, surexploriter.

MOBILISATION DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES

Ces revendications donnent un sens et ordonnent la lutte contre les empiétements journaliers du capital, car elles constituent une plate-forme de lutte mobilisatrice pour toutes les couches de la classe ouvrière. Alors au lieu d'être des combats d'arrière-garde, sans issue, voués à la défaite, les luttes partielles s'intègrent dans une politique d'ensemble. Alors, mais alors seulement, elles ouvrent le chemin à toute la classe ouvrière, à sa mobilisation d'ensemble.

Les idées deviennent des forces matérielles lorsqu'elles s'emparent des masses. Le programme de défense immédiate de la classe ouvrière peut et doit être discuté, complété, élaboré, par des milliers de travailleurs. Rompre d'un côté avec l'état bourgeois, le patronat, de l'autre côté mettre en discussion dans les usines, les chantiers, les bureaux, le programme de défense de la classe ouvrière ; réunir des conférences ouvrières, de jeunes, d'enseignants, contre le V^e Plan, le plan Fouchet et leurs compléments, regroupant les délégués de syndiqués de toutes appartenances comme des non syndiqués : telles sont les tâches des syndicats.

Trois millions de travailleurs étrangers ont été importés en France par le capital français. Leurs conditions de salaires, de sécurité, d'existence d'aujourd'hui préfigurent celles que réserve le capital aux travailleurs français demain. De toutes les façons, le capital s'efforce d'utiliser cette main-d'œuvre taillable

et corvéable à merci, source pour lui d'une masse énorme de profit pour peser sur les salaires, droits, garanties des travailleurs français. Spéculant sur la langue, les différences de tradition, de situation sociale et politique dans leurs pays d'origine, il les oppose les uns aux autres ; enfin il manœuvre entre travailleurs émigrés et travailleurs français pour les dresser les uns contre les autres, développer la xénophobie et le racisme.

Aux Editions EDI :

POLOGNE-HONGRIE 1956

Recueil de documents choisis,
traduits et présentés par

PIERRE BROUÉ - JEAN-JACQUES MARIE
BALAZS NAGY

Prix : 24,50 F

Pesez vos commandes
à la Librairie d'« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Les travailleurs émigrés doivent être associés à part entière à l'élaboration du programme de défense de la classe ouvrière. Leurs revendications, une convention leur donnant les mêmes droits d'organisation, les mêmes droits syndicaux et politiques, les mêmes garanties, les mêmes salaires, les mêmes conditions d'existence qu'aux travailleurs français, doit être intégrée au programme de défense de la classe ouvrière. Ils doivent en déterminer eux-mêmes le contenu. Ils doivent avoir leur place, toute leur place, dans les syndicats, s'y sentir à l'aise. Cela dans l'intérêt des travailleurs français, comme dans le leur.

La jeunesse doit pouvoir se regrouper, s'organiser au sein de ses propres assises. Les six millions de jeunes sont l'espoir et l'avenir du prolétariat français. Ils ont leurs besoins spécifiques, leurs propres revendications : à l'école, à l'usine, dans les quartiers, les villes, les villages, à l'armée. Ils sont partie intégrante de la classe ouvrière et en même temps ils ne peuvent se former pour la lutte qu'en décidant eux-mêmes. A eux aussi il faut faire place, toute leur place dans les syndicats, sans paternalisme. Une jeunesse combative et enthousiaste ne se forme pas sous tutelle.

Avec l'appui des partis qui se réclament du socialisme, du communisme, les confédérations syndicales nées des luttes de la classe ouvrière, C.G.T., F.E.N., F.O., ont les moyens de mobiliser dans un front uni et une bataille commune toute la classe ouvrière. Elles ont tout à y gagner. Nul travailleur ne se refuserait à rejoindre les rangs des syndicats si ceux-ci impul-

saien la lutte pour un programme de défense de la classe ouvrière à l'élaboration duquel il aurait participé.

Elaboration d'un programme de défense de la classe ouvrière, démocratie ouvrière, unité syndicale sont étroitement liées. Fatalement, et il faut qu'il en soit ainsi, tous les courants du mouvement ouvrier se retrouvent au sein d'un syndicat authentiquement ouvrier. S'ils ne peuvent s'y exprimer, le syndicat est stérilisé. C'est de leur confrontation seulement que peut surgir à partir de l'expérience commune les réponses les plus adaptées aux exigences de la lutte contre le patronat et l'état bourgeois. S'ils n'y peuvent s'exprimer pleinement et totalement, il y a quelque chose qui ne va pas. C'est toujours le signe que la lutte contre le capital et son état est entravée par des considérations étrangères aux intérêts des travailleurs. Au bout il y a l'impuissance, la division, et encore l'impuissance.

Non seulement l'unité dans l'action entre les centrales syndicales est conditionnée par le programme de défense de la classe ouvrière, le contrôle par l'ensemble des travailleurs, la démocratie syndicale, mais encore l'unité tout court en dépend : un seul syndicat, une seule confédération, face aux patrons et à l'état. Sous la pression et par la volonté des travailleurs, la division syndicale, produit de la collaboration de classe et du bureaucratisme, de l'introduction d'intérêts étrangers à ceux de la classe ouvrière au sein du mouvement syndical, serait bien-tôt surmontée, l'unité reconstituée.

LUTTES REVENDICATIVES, LUTTES POLITIQUES

Luttes politiques et luttes revendicatives sont inséparables. Sans combattre contre l'état policier, contre toute nouvelle atteinte aux libertés et droits démocratiques, contre toute atteinte aux droits, garanties, libertés, arrachés, au cours de plus d'un siècle de lutte par la classe ouvrière ; sans combattre contre l'encadrement de la jeunesse, pour l'abrogation de la réforme administrative, pour l'autonomie administrative et financière des communes, pour la défense de l'école publique, de l'université, de la laïcité, pour l'abrogation du V^e Plan, du plan Fouchet, de la loi Barangé, il est vain de parler de luttes revendicatives efficaces. En retour, les appels les plus pathétiques sont vides et sans effet si la lutte pour les libertés démocratiques n'est pas chargée d'un contenu précis correspondant aux besoins les plus fondamentaux des travailleurs et de la jeunesse, si elle n'ouvre pas la perspective de leur émancipation de l'exploitation capitaliste, si elle ne les délivre pas de la hantise de la déchéance et de la barbarie.

Les syndicats n'ont cependant pas le monopole de la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'état bourgeois. A côté d'eux, les partis politiques ont un rôle irremplaçable à jouer. Ils regroupent les militants conscients que la lutte quotidienne contre le capital ne suffit pas ; qu'il faut lutter contre la politique bourgeoise qui permet et protège l'exploitation capi-

taliste ; qu'il faut défendre politiquement les intérêts des travailleurs sur tous les terrains : le purisme syndical est bien souvent la renonciation à la lutte politique contre l'état bourgeois, à la lutte pour un pouvoir politique de la classe ouvrière sans lesquels la bourgeoisie aura toujours l'initiative dans la lutte des classes et ne sera jamais expropriée. L'intervention, le combat des partis ouvriers est indispensable, sans quoi le mouvement ouvrier serait un couteau sans lame. En commun et en liaison avec les syndicats, ils doivent réaliser le front unique ouvrier sur le pro-

MICHEL VARGA

O U V A L ' U . R . S . S . ?

(Aux sources du conflit sino-russe)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 3,50 F

gramme de défense de la classe ouvrière et des droits et libertés démocratiques.

Quel que soit son point de départ, toute lutte sérieuse pour défendre les revendications ouvrières, les libertés est, surtout actuellement, une lutte politique. Les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, comme du prolétariat, sont en cause. La bourgeoisie a et aura recours à l'état bourgeois, à ses forces

répressives, à son pouvoir centralisé qui lui permet de manœuvrer, de ruser et de frapper. La classe ouvrière ne peut se dispenser d'organisations politiques, lui fournissant une stratégie et une perspective. Les partis de la classe ouvrière sont indispensables dans la lutte contre le pouvoir bourgeois. Comment se réalisera la coopération partis-syndicats ? La vie en décidera.

ORGANISATION DU PROLETARIAT COMME CLASSE

Pour défendre les libertés démocratiques, le programme de défense de la classe ouvrière, non en phrases mais en actes, toutes les forces de la classe ouvrière doivent être mobilisées, le prolétariat doit être organisé en tant que classe, capable d'agir comme une classe. Syndicats et partis ouvriers sont nécessaires à cette mobilisation et à cette organisation. La plus haute expression du front unique ouvrier, de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe, ce sont les comités ouvriers formés dans les usines, les chantiers, les bureaux, fédérés localement, régionalement, nationalement, au sein desquels syndicats et partis ont leur place. Eux seuls peuvent dresser, face à l'organisation et à la force centralisées de la bourgeoisie — l'état bourgeois —, l'organisation et la force centralisées du prolétariat.

Le programme de défense de la classe ouvrière, la défense des droits et libertés démocratiques, le Front Unique de classe, la mobilisation de la classe ouvrière, prennent toute leur signification, leur ampleur et leur force par l'organisation de la classe ouvrière sur son propre plan de classe. Chaque mot d'ordre consé-

quent, chaque revendication sérieuse, chaque lutte d'ampleur y conduisent.

Ainsi, et ainsi seulement, l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie sera à l'ordre du jour.

Alors il deviendra possible d'exproprier (et non de nationaliser avec de grasses indemnités) les banques, les assurances, tout le système de crédit, toute l'industrie lourde, l'industrie chimique, les industries de l'électronique, de l'électricité, de l'énergie atomique, des hydrocarbures, de l'automobile, de l'aviation, de la mécanique, du bâtiment, etc.

Alors il sera possible d'engager la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production, les échanges, pour un plan répondant aux besoins des larges masses, élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier.

Alors il sera possible de changer radicalement le caractère des nationalisations des banques de dépôts, des charbonnages, de l'E.D.F., du Gaz de France, de la R.A.T.P., de la S.N.C.F., de l'O.R.T.F., etc.

Il sera alors possible, en effet, de répondre en termes nouveaux à la question fondamentale : celle du pouvoir politique.

Le numéro spécial de *LA VÉRITÉ* :
**ACTUALITÉ ET ENSEIGNEMENTS
DE LA RÉVOLUTION
DES CONSEILS OUVRIERS**

Prix : 2 Francs

Numéro spécial de *LA VÉRITÉ* :
LA GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS
(PRINTEMPS 1963)
Prix : 2 Francs
Passer les commandes
à la Librairie d'« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

ETAT POLICIER

OU GOUVERNEMENT DU FRONT UNIQUE

DE CLASSE

L'ETAT BOURGEOIS, INSTRUMENT DU GRAND CAPITAL

Le capitalisme français ne constitue pas un bloc sans fissures. Les réajustements que doit opérer l'impérialisme français, les reconversions de la structure du capitalisme en France, ont ouvert et ouvriront des crises profondes au sein de la bourgeoisie. Celle consécutive au passage de la domination et de l'administration coloniales directes à une forme plus souple de domination et à l'administration par l'intermédiaire d'états autochtones atteignit son paroxysme à propos de l'Algérie. Le sacrifice des intérêts d'une aile de la bourgeoisie française, liés à la colonisation directe ; le sacrifice des intérêts des petits blancs, base de la domination coloniale directe en Algérie ; l'humiliation des généraux et de l'armée de métier déjà ridiculisés en Indochine et qui pensaient retrouver la « gloire et l'honneur » en contraignant l'A.L.N. à une capitulation spectaculaire genre reddition de la smalah d'Abd El Kader, furent à l'origine de la rébellion ouverte contre le pouvoir central qui ouvrit une brèche profonde dans l'état bourgeois. Il fallut quatre ans à De Gaulle pour surmonter cette crise et imposer une solution conforme aux intérêts généraux du grand capital : une « solution politique » transmettant le pouvoir à une couche de petits bourgeois et de bureaucrates algériens privilégiés vivant des « royalties » de l'impérialisme. Il fallut que l'état bourgeois se libère du contrôle du parlementarisme impuissant pour faire prévaloir les intérêts généraux du capital.

La tentative du grand capital français de défendre ses positions sur le marché mondial, d'avoir une politique « indépendante » est et sera sans aucun doute à l'origine de nouvelles et profondes fissures, de nouveaux et profonds conflits, au sein de la bourgeoisie française. Les couches nécessairement sacrifiées par la reconversion, les couches qui ne voient d'issue qu'en liaison étroite avec l'impérialisme américain ; la hiérarchie catholique et ses agents ; les politiciens en chômage ou en demi-solde type IV^e République députables et ministrables, l'armée, la police,

etc., chercheront à jouer leur propre jeu.

La campagne électorale pour les élections présidentielles a donné un aperçu de la réfraction politique de cette situation, des regroupements et recoulements qu'elle suscite. Lecanuet et son « centre démocratique » sont inspirés par la hiérarchie catholique soucieuse de ménager l'avenir, au cas de faillite du gaullisme. Tout en ne mettant pas en cause actuellement le régime, ils essaient d'infléchir la politique de De Gaulle dans un sens plus conciliateur à l'égard des U.S.A.

La Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste est née de l'opération Mitterrand. Elle a obtenu son brevet « démocratique et socialiste » par le soutien et par la caution que lui donnèrent le P.C.F., la direction de la C.G.T. et par celui, plus discret, des dirigeants F.O. et de la F.E.N., à la candidature « d'union de la gauche ». Non moins pro-américaine et pro-atlantique que le « centre démocratique », elle se présente comme un syndicat de politiciens faillis de la IV^e République dont l'abécédaire politique commence par : d'abord et avant tout être élu, avec les voix de droite, de gauche, du pape et du diable. Son programme, c'est le gaullisme, sans De Gaulle, avec les politiciens faillis de la IV^e République. Sous l'étiquette de « la planification démocratique », elle se prononce pour l'intégration des syndicats à l'état, l'encadrement policier de la jeunesse, la déchéance des travailleurs, la subordination à l'état bourgeois et au capital de la classe ouvrière. Rassemblement hétéroclite, elle regroupe les gens des « clubs », les fossiles radicaux, tout à fait capables de rejoindre le M.R.P. demain sinon l'U.N.R., de se rallier à une tentative purement fasciste, ou en cas de faillite du régime, de participer à une « solution de rechange » relayant le gaullisme. Hissé sur ses épaules, il est possible de chanter les vertus de la « planification démocratique » au nom de la « démocratie sociale », du socialisme, d'entonner un hymne pro-atlantique et à l'Europe des

six, au nom de la solidarité des « peuples libres », de l'internationalisme.

Toutes ces formations, qui peuvent se faire, se défaire, se recomposer selon de multiples variantes conjoncturelles, ont ceci de commun : elles sont incapables de présenter une politique cohérente, qui ne s'inspire du V^e Plan, véritable programme d'action du grand capital, qui ne fasse appel à l'état fort et à la domestication du prolétariat. Pour la raison toute simple que le grand capital est l'épine dorsale du régime capitaliste. Quels que soient les crises, remous, antagonismes, contradictions, tout ce qui est vraiment lié au maintien du régime capitaliste ne peut en dernière analyse que s'aligner derrière lui et se soumettre. L'état bourgeois devient d'autant plus indispensable à toutes les couches de la bourgeoisie, comme arbitre et dépositaire des intérêts généraux du système capitaliste, comme instrument d'intervention

dans l'économie, comme gendarme imposant la discipline à toutes les couches sociales, y compris au sein de la bourgeoisie, que les contradictions sont grandes, ce que le parlementarisme en faillite est incapable de les résoudre. L'état bourgeois joue ce rôle parce qu'il n'est d'issue, vaille que vaille, au système, que si la classe ouvrière est mise en cage, comme un fauve puissant, apparemment tranquille aujourd'hui, mais qui à tout instant peut se réveiller et entrer dans de terribles colères.

L'axe de toute politique bourgeoise ? La classe ouvrière doit être paralysée, enchaînée, politiquement détournée de ses objectifs de classe. La force de De Gaulle tient essentiellement à cela : pour toute la bourgeoisie, il est celui qui, aujourd'hui, est le plus apte à réaliser la domestication de la classe ouvrière, d'incarner l'état bourgeois.

LA FORCE DE DE GAULLE

La stabilité politique du gaullisme et ses chances de réussite viennent du renoncement des partis ouvriers à une politique de classe et à leur capitulation devant la bourgeoisie. Les contradictions internes de la bourgeoisie indiquent sans aucun doute que l'heure a sonné pour la classe ouvrière de poser sa candidature au pouvoir. Elles sont, du point de vue d'une stratégie de classe, de la plus grande importance. Elles indiquent que les couches diverses de la bourgeoisie se heurteraient avec violence si le prolétariat se dressait de toute sa taille face à un état bourgeois incapable de la domestiquer. Elles ouvrent et ouvriront de multiples possibilités d'intervenir au prolétariat sur la scène politique, s'il s'organise comme classe et combat pour ses objectifs. Elles signifient que des couches entières de la petite bourgeoisie, des cadres moyens, de la petite paysannerie, qui oscillent entre le prolétariat et le grand capital, se rallieraient au prolétariat, s'il ouvriraît la solution ouvrière à la crise de la société.

Mais Guy Mollet est allé chercher De Gaulle à Colombey. Il est un des rédacteurs de la constitution de 1958. Il pactise aujourd'hui avec Mitterrand. Le socialisme, pour lui et ses pareils, c'est depuis bien longtemps la république des petits copains : c'est le nombre d'élus à la chambre, au sénat, aux conseils généraux et municipaux, de maires, les postes au sein

de l'appareil d'état. Toutes les compromissions sont bonnes si elles permettent d'être élus. Il n'y a plus ni droite, ni gauche. En un instant, ils peuvent passer du rouge écarlate (dans les discours) aux embrassades avec les bourgeois les plus conservateurs et réactionnaires. Tout dépend de la circonscription.

Le P.C.F. critique aujourd'hui la F.G.D.S. Mais il a cautionné sa formation en soutenant Mitterrand et ses options au cours des élections présidentielles. Mais il se déclare pour la politique extérieure de De Gaulle, alors que la politique extérieure gaulliste n'est que la continuation de la politique intérieure de défense des intérêts du grand capital français. Tout comme la S.F.I.O., le P.C.F. approuva les accords d'Evian concrétisant la sauvegarde des intérêts essentiels du grand capital français en Algérie.

Le P.C.F. intitule lui-même le programme qu'il propose de programme pour « une démocratie véritable ». Autrement dit, de programme de replâtrage du parlementarisme bourgeois, barbouillé d'une peinture « sociale ». A l'instant de la faillite du parlementarisme bourgeois, il découvre des « voies nouvelles » pour aller au socialisme : celles du parlementarisme. Finalement, il prouve lui-même que ce programme n'a aucun sens, est totalement vide, puisqu'il l'abandonne à la première occasion en se ralliant aux « options » Mitterrand au nom « de l'unité de la gauche ».

LE PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Voyons ce programme.

La nationalisation des banques et des industries clés ? Mais qui va nationaliser, et au profit de qui ? L'état bourgeois ? Cela arrive en certains cas, à la Libération par exemple. Les industries devenues non rentables, du point de vue capitaliste, et à rééquiper totalement, Charbonnages, Gaz, Electricité, furent

nationalisées, avec de grasses indemnités aux actionnaires. Les banques de dépôt, indispensables pour drainer la petite épargne au profit du rééquipement de l'économie capitaliste, furent également nationalisées. L'Etat bourgeois rééquipait le capitalisme français aux frais des masses. Il reconstruisait l'infrastructure économique sans laquelle le capitalisme

français ne pouvait plus que végéter et se désagréger. Les « nationalisations » furent une source énorme de profit pour le capital et une formidable duperie pour le prolétariat qui fut invité à « retrousser les manches ».

Une « planification démocratique » ? Dans le cadre du régime capitaliste ? Sous la direction de l'état bourgeois ? C'est le slogan des gaullistes, sans De Gaulle, de la F.G.D.S., du cheval de Troie de la hiérarchie catholique au sein de la classe ouvrière, la C.F.D.T. Il leur sert à justifier la participation des appareils syndicaux aux organismes de l'intégration des syndicats à l'état. Le pouvoir économique ne se partage pas plus que le pouvoir politique, entre le capital et le travail, avec l'état bourgeois comme arbitre.

Cette conception débouche inéluctablement sur les contrats dits de progrès signés par l'ensemble des syndicats F.O., C.G.T., C.F.D.T. aux textiles de Roubaix qui subordonnent les salaires à la prospérité de l'entreprise, mettent la vie syndicale sous le contrôle de la direction de l'entreprise. Elle inspire les propositions faites par les syndicats C.G.C., F.O., la C.F.D.T. de l'E.D.F. - Gaz de France qui offrent au gouvernement un accord fondé sur le V^e Plan, liant

les salaires à la réalisation du plan. M. Massé, commissaire général au plan, trouve, on s'en doutera, ces propositions raisonnables et constructives.

Tout en le brandissant, le P.C.F. signifie que, comme au moment des élections présidentielles, il est prêt à abandonner tout ce qui, dans son « programme », pourrait gêner « d'honnêtes démocrates ». Il déclare que son programme est une base de discussion en vue de l'élaboration d'un programme d'union de la gauche : en clair, d'un AUTRE programme. D'ores et déjà, les dirigeants du P.C.F. éliminent de leurs « propositions » des questions essentielles telles : l'abrogation de la réforme administrative, l'annulation du plan Fouchet, de la loi Barangé, des subventions à l'école privée, la socialisation de l'enseignement. D'ores et déjà, les dirigeants de la C.G.T. membres du P.C.F., au lieu de la satisfaction immédiate de revendications précises et claires, demandent : « l'ouverture de véritables discussions avec le patronat et l'état ». Et comme pour indiquer par omission ce que cela signifie, les dirigeants C.G.T. de l'E.D.F. - Gaz de France, au lieu de critiquer sur le fond et dans leurs principes les propositions des autres syndicats de cette corporation, s'en tiennent à la critique d'aspects secondaires.

DES REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES...

Les dirigeants du P.C.F. ne soufflent mot des mots d'ordre démocratiques mettant en cause la structure de l'état bourgeois :

— Plus de préfet, dissolution des polices d'état, des C.R.S., des corps de gendarmerie, dissolution des organismes de la défense en surface.

— Auto-administration des communes, élection à toutes les fonctions d'autorité, milices populaires pour assurer les fonctions de police, élections des juges et magistrats à quelque niveau que cela soit.

S'ils refusent l'armement atomique, ils sont pour l'armée bourgeoise dotée d'un armement classique aussi onéreux et en tout cas dont l'ossature est constituée par l'armée de métier, le corps des officiers et des généraux, armée de maintien de l'ordre bourgeois et de guerre civile, en même temps qu'instrument de l'impérialisme français pour faire « respecter » ses intérêts dans le monde.

Ils oublient les revendications démocratiques à l'armée :

- Droits syndicaux et politiques à l'armée.
- Délégués de soldats élus démocratiquement sous le contrôle des syndicats.
- Six mois de service permettant aux travailleurs d'apprendre à manier les armes.
- Vers la suppression de l'armée permanente, vers les milices.

Le P.C.F. ne met plus en cause l'état bourgeois, la société capitaliste. Sa politique, au contraire, res-

pecte ce cadre. Le « programme » du P.C.F. ne peut par conséquent être un programme de défense de la classe ouvrière, mais est un programme d'adaptation aux impératifs du système. Le premier impératif du système, c'est aujourd'hui l'état fort incarné par De Gaulle.

La stabilité du gaullisme et ses chances de réussite sont là :

La S.F.I.O. couvre la F.G.D.S., la F.G.D.S. et la S.F.I.O. sont elles-mêmes couvertes par le P.C.F., les directions C.G.T., F.O., F.E.N. sont, avec des nuances parties prenantes de ce système de couvertures mutuelles : l'ensemble couvre De Gaulle.

*Pour le regroupement de l'avant-garde,
Pour œuvrer à la construction de l'organisation
révolutionnaire, une arme :*

INFORMATIONS OUVRIÈRES

*Paraît tous les mois sur 16 pages
(accompagné d'un supplément hebdomadaire
rototypé)*

ABONNEMENTS :

*(Bulletin mensuel imprimé incluant le supplément
rototypé hebdomadaire) :*

12 numéros : 9 Francs

La seule solution progressive à la crise de la société bourgeoise est la solution prolétarienne ouvrant le chemin du socialisme.

C'est seulement à partir du programme de défense de la classe ouvrière que peut être dressé le front uni des travailleurs. Il permet de s'adresser sans équivoque à toutes les organisations, syndicats, partis se réclamant de la classe ouvrière. Il implique la participation à tout mouvement, action, s'intégrant dans une politique de classe.

C'est uniquement à partir de lui que peut être pratiquée au sein de la classe ouvrière, à l'intérieur des

syndicats, des usines, des chantiers, des bureaux la démocratie ouvrière la plus grande, la plus claire.

L'initiative des masses est indispensable à toute action, tout mouvement d'envergure. Le programme de défense de la classe ouvrière est fondé sur le recours à l'initiative des masses.

Avec lui le front uni de la classe ouvrière, entraînant derrière elle les victimes du grand capital, sera réalisé parce qu'il exprime les intérêts immédiats et historiques du prolétariat.

Démocratie ouvrière, enthousiasme du prolétariat, front unique de classe sont synonymes : le programme de défense de la classe ouvrière les contient.

...AU GOUVERNEMENT DU FRONT UNIQUE

Du même coup est trouvée la réponse à la question des questions : celle du pouvoir politique.

La lutte pour le programme de défense de la classe ouvrière unifiera le prolétariat, le mobilisera, l'organisera en tant que classe. Elle ouvrira la route à un gouvernement expression du front unique ouvrier. Ce que sera ce gouvernement ? Il sera le gouvernement formé des organisations ayant réalisé le front unique ouvrier, ayant organisé, impulsé, participé à la lutte ! Sur qui s'appuiera-t-il ? Sur le prolétariat mobilisé et organisé sur son plan de classe ! Que fera-t-il ?

A la production pour le profit il substituera la production pour la satisfaction des besoins des plus larges masses, à partir d'un plan élaboré et réalisé sous le contrôle des travailleurs.

Il portera la hache dans l'édifice de l'état bourgeois ! Il expropriera la bourgeoisie !

A l'état bureaucratique bourgeois, avec ses prébendes, ses hauts fonctionnaires, ses policiers, ses officiers, ses députés, ses ministres, son président, grassement rétribués et jouissant d'innombrables priviléges, son énorme gaspillage, qui coûte des milliards et des milliards, il substituera l'état bon marché, surgî du prolétariat organisé en classe, où toutes fonctions sont éligibles, où tout élu est révocable à tout instant, où aucune fonction politique n'est rétribuée à un salaire supérieur à celui d'un ouvrier qualifié.

LA GUERRE, LA PAIX ET DE GAULLE

CAPITALISME = MILITARISATION ET GUERRES

Le capitalisme français est à la fois en lutte et solidaire du capitalisme mondial. Il est en lutte avec les autres bourgeoisies pour les marchés, les zones d'influence dans le monde. Il est solidaire d'elles pour la course aux armements, les budgets de guerre fantastiques ; la pénétration des capitaux et des marchandises en U.R.S.S., en Europe Occidentale, en Chine. Il est solidaire d'elles : lorsqu'elles s'attaquent aux conquêtes de leurs propres prolétariats ; lorsqu'elles s'efforcent d'endiguer puis de refouler par le fer, le feu, dans le sang, l'expansion de la révolution dans le monde.

Les discussions sur le désarmement simultané et contrôlé sont une sinistre comédie, derrière laquelle se sont préparées deux guerres mondiales, d'innombrables expéditions militaires, des actes de guerre et de répression ininterrompus.

Le capitalisme en putréfaction n'est sorti de la crise économique des années 30 que par la deuxième guerre mondiale et ses colossales dépenses d'armements. Que l'on songe à la fantastique crise économique qui résulterait, dans le cadre du régime capitaliste, de l'annulation des budgets militaires de quelques pays seulement : les U.S.A., l'Angleterre, l'Allemagne Occidentale, le Japon, l'Italie, la France. Que l'on imagine, toujours dans le cadre du régime capitaliste, quel extraordinaire marché représentent les achats d'armements de l'ensemble des pays sous la dépendance de l'impérialisme, pour les principales puissances impérialistes du monde.

Les dépenses d'armements représentent un volant qui entraîne l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale. Les dépenses militaires de la bourgeoisie mondiale s'élèvent à environ 10 % du revenu mondial. Toute l'économie capitaliste est structurée et conditionnée par elles, et ceci irréversiblement. L'essentiel des progrès scientifiques et techniques est impulsé par la recherche à des fins militaires : énergie atomique, électronique, cybernétique, technologie des métaux, etc.

Un mode de production qui ne fonctionne qu'à ces conditions entraîne l'humanité à la chute dans la bar-

barie. Seuls les songes creux, ou simplement les menteurs, expliquent que l'impérialisme peut désarmer et pratiquer « la coexistence pacifique ».

Il en est bien ainsi. L'intervention de l'impérialisme américain au Viet-Nam l'illustre cruellement. Pour tenter de stopper le développement de la révolution en Asie, des fleuves de Napalm sont déversés. Le Pentagone prévoit, rien que par bombardement aérien, de larguer un tonnage de bombes, au cours de cette seule année, dont la force explosive égalera 17 fois celle de la bombe larguée sur Hiroshima.

Les moyens déjà réunis au Sud Viet-Nam suffiraient à anéantir plusieurs fois les 30 millions de Viet-Namiens. Cela seul indique que les objectifs de l'impérialisme U.S. ne se limitent pas au Viet-Nam. Son objectif, c'est la Chine, si les conditions politiques le lui permettent, c'est-à-dire si le développement de la lutte des classes dans le monde le lui permet. Contre les 700 millions de Chinois qui se battront jusqu'à la mort pour défendre les acquis de leur révolution, l'impérialisme n'hésitera pas à utiliser sa seule chance de vaincre, l'anéantissement atomique. Qui peut en douter une seule seconde alors que chacun sait qu'en Indonésie 500.000 ouvriers et paysans, des membres du parti communiste indonésien, par dizaines de milliers ont été massacrés pour consolider l'ordre bourgeois. Les massacres d'Hitler font figures d'enfamilages à côté des gigantesques massacres que l'impérialisme prépare pour rétablir son contrôle sur le monde. Eventuellement, après la Chine ce serait l'U.R.S.S. L'équilibre de la terreur est un mythe. Hitler, ses généraux, l'impérialisme allemand savaient parfaitement que la flotte de bombardement U.S était capable de raser les villes allemandes. Ils n'ont pas hésité à engager la guerre totale.

L'impérialisme prépare la guerre de multiples façons : sur le plan militaire, sur le plan économique, mais surtout, car c'est ce qui est décisif, dans la lutte des classes.

PREPARATION A LA GUERRE ET CONQUETES OUVRIERES

Détruire les positions, droits, libertés conquises par la classe ouvrière des principaux pays capitalistes est une nécessité économique et politique pour toutes les bourgeoisies de ces pays : leur concurrence sur le marché mondial l'implique. Celles qui n'y parviendraient pas seraient défavorisées par rapport à leurs rivales.

Leur solidarité d'intérêts l'implique encore plus. A plus ou moins long terme, il leur faut que la circulation des marchandises et capitaux soit rétablie en Chine, en U.R.S.S., en Europe Orientale. Il leur faut terroriser, sinon exterminer par millions les prolétaires de ces pays, car cela signifierait pour ceux-ci le chômage, la misère, la déchéance, la mort lente. On le voit bien en Yougoslavie où la pénétration capitaliste a progressé plus qu'ailleurs, bien qu'étant encore très partielle : il y a des dizaines de milliers de chômeurs, les travailleurs sont par dizaines de milliers obligés de s'expatrier pour essayer de trouver du travail, tout comme les dizaines de millions d'émigrés des pays économiquement arriérés.

Toutes les puissances impérialistes ont collectivement besoin d'enchaîner la classe ouvrière de leur pays afin de mobiliser tous leurs moyens économiques et militaires pour cette suprême tentative, et être garanties politiquement contre leur propre prolétariat. En Europe Occidentale, c'est particulièrement vrai. Sans Wilson en Angleterre, sans Kiesinger-Brandt en Allemagne Occidentale, sans De Gaulle en France, l'impérialisme américain ne pourrait engager à fond ses aventures contre-révolutionnaires en Asie. Sans De Gaulle en France, Wilson en Angleterre, Kiesinger-Brandt en Allemagne, ne pourraient dénaturer les syndicats, les intégrer à l'état, subordonner le mouvement ouvrier et le décomposer.

De Gaulle est une des pièces maîtresses de l'impérialisme mondial. De la réussite ou de l'échec de son régime qui tente de subordonner la classe ouvrière

et de détruire ses conquêtes dépend l'avenir de l'Europe. Après cela, qu'il pèore à Phnom-Penh, qu'il vagabonde en Amérique latine, qu'il se retire de l'O.T.A.N. est affaire secondaire. Si De Gaulle n'existe pas, l'impérialisme U.S. devrait l'inventer. Son régime est une garantie du maintien de l'ordre capitaliste en Europe. L'impérialisme U.S. grince des dents, mais il acquitte bien volontiers les faux-frais à payer. D'autant plus que De Gaulle ne laisse subsister aucune équivoque. Il recommande à l'impérialisme U.S. d'appliquer au Viet-Nam une politique similaire à celle qu'il appliqua en Algérie : après le massacre de centaines de milliers de Viet-Namiens, il se trouvera bien des « interlocuteurs valables » prêts à négocier « une solution politique ». Il se retire de l'O.T.A.N. pour peser sur les U.S.A., garder à l'impérialisme français sa liberté d'action mais reste dans un cadre précis, celui tracé par l'Alliance Atlantique. Il préconise une politique d'ensemble de l'impérialisme, de prudente et « progressive » pénétration des capitaux et des marchandises en U.R.S.S., à l'est de l'Europe, en Chine. Il estime que procéder autrement serait dangereux tant que la classe ouvrière des principaux pays capitalistes d'Europe sera capable de s'organiser et de combattre.

L'unité de l'impérialisme mondial est proportionnelle à sa capacité de domestiquer le prolétariat mondial, en particulier dans les pays économiquement développés. Les contradictions internes sont d'autant plus aiguës qu'il lui est plus difficile d'atteindre ses objectifs fondamentaux en raison de la capacité du prolétariat des pays économiquement développés à lui résister et à le vaincre. Cette règle s'applique pleinement aujourd'hui que les impérialistes moins puissants, mais qui ont tout de même leurs intérêts propres, se sont reconstitués à côté de l'impérialisme américain et grâce à son appui. Il s'agit non seulement de la capacité de combat des prolétariats des pays capitalistes, mais de celle des classes ouvrières d'U.R.S.S. et des pays de l'Est de l'Europe.

UN MENSONGE : LA COEXISTENCE PACIFIQUE

L'impérialisme a commencé à ressaisir l'initiative dans la lutte des classes mondiale à partir de l'écrasement du prolétariat hongrois par les tanks de la bureaucratie du Kremlin. De Gaulle a pris le pouvoir en France un an et demi plus tard. La Révolution algérienne fut ensuite littéralement saignée et dépourvue de perspective. Puis, ce fut toute une série de coups d'état en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie, accompagnés de répressions sanglantes, permettant une reprise en mains plus directe par l'impérialisme. Ce fut enfin la guerre d'extermination de l'impérialisme américain au Viet-Nam.

Le processus est loin d'être univoque et rectiligne. A l'inverse, la résistance héroïque des masses

ouvrières et paysannes viet-namiennes, le fait que dans aucun pays capitaliste avancé, particulièrement en Europe, la classe ouvrière n'ait subi de défaites décisives ; qu'en Angleterre elle n'ait subie aucune défaite depuis 1930 ; qu'en Allemagne occidentale un puissant prolétariat d'une force potentielle inouïe se soit réorganisé ; qu'en France même le prolétariat soit loin d'être écrasé, même s'il a subi des défaites au cours de la lutte des classes ; qu'en U.R.S.S., qu'à l'est de l'Europe, qu'en Chine, les classes ouvrières soient prêtes à défendre leurs pays jusqu'à la dernière goutte de leur sang contre l'impérialisme (l'énumération pourrait se poursuivre longuement) sont les facteurs générateurs de conflits à l'intérieur de l'impérialisme qui aiguisent ses contradictions.

La coexistence pacifique est un mensonge et un leurre. Il n'y a pas de coexistence pacifique entre l'impérialisme et le prolétariat : la lutte est constante. Seuls parlent de coexistence pacifique ceux qui redoutent la révolution parce qu'ils ont des priviléges à défendre. Ainsi en est-il de la bureaucratie du Kremlin. Elle prône la coexistence pacifique parce que la défense de ses priviléges l'amena à écraser la révolution hongroise, parce qu'elle doit se méfier du prolétariat de l'U.R.S.S. Elle ne peut que l'enchaîner et quémander auprès de l'impérialisme. Elle redoute la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes d'Europe en particulier, car elle sait que la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes d'Europe entraînerait les prolétariats d'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. à la révolution politique contre elle. Elle stérile de tous ses moyens l'action de la classe ouvrière et devient nécessairement un instrument entre les mains de l'impérialisme, avec qui elle est prête aux compromis les plus pourris sur le dos du peuple

viet-namien, au détriment des conquêtes de la révolution chinoise, et finalement en mettant en cause les conquêtes de la révolution d'Octobre en U.R.S.S. même.

Il n'y a pas d'impérialismes secondaires avec lesquels l'entente serait possible au détriment de la lutte des classes des prolétariats de ces pays, car en dernière analyse la survie de tous les impérialismes est subordonnée à la capacité globale de l'impérialisme en général d'imposer ses « solutions » à l'échelle du monde. Une telle politique est génératrice de défaites et renforce l'impérialisme. Tragique exemple : l'Indonésie. On ne peut s'appuyer sur l'impérialisme américain pour renverser De Gaulle, ainsi que le soutiennent les « démocrates » de la F.G.D.S. L'impérialisme américain sait fort bien qu'actuellement De Gaulle est une pièce principale du maintien de l'ordre bourgeois en Europe. Il s'accorde de sa politique « indépendante ».

SI TU VEUX LA PAIX,

PRÉPARE LA REVOLUTION

La règle d'or d'une politique de lutte contre la guerre impérialiste a été énoncée par K. Liebknecht : « L'ennemi est dans notre propre pays. »

Pour porter les coups les plus durs à l'impérialisme américain, pour lutter contre la guerre, pour aider le peuple viet-namien, pour défendre la Chine, l'U.R.S.S., la classe ouvrière française doit renverser De Gaulle et son régime. Pour la classe ouvrière française, l'impérialisme a un visage, celui de la bourgeoisie française.

Le Front Unique des organisations ouvrières sur le programme de défense de la classe ouvrière serait par lui-même un pas très important dans la lutte contre la guerre. Il ne laisserait pas insensible le prolétariat anglais pris à la gorge par la politique des dirigeants du Labour Party et des Trades Unions. La grève des marins britanniques doit être présente à nos mémoires. Elle n'a pas moins d'importance dans la lutte des classes en Angleterre qu'en eut la grève des mineurs dans la lutte des classes en France. Elle annonce qu'inévitablement le prolétariat anglais engagera le combat. Si de France lui vient l'exemple d'une politique mobilisant, contre le capital, le prolétariat, nul doute que cet exemple contribue à sa lutte, l'incite à mettre en cause la bourgeoisie et l'impérialisme britanniques. En Allemagne Occidentale, la lutte du prolétariat français contre De Gaulle, son régime, la bourgeoisie française, n'aurait pas moins d'influence. La classe ouvrière allemande constitue une puissante réalité, mais qui n'est pas encore entrée en action. Elle reste traumatisée par l'effroyable machine à broyer que fut le nazisme, qui fut mise au point d'abord contre elle, pour la détruire en tant que classe sociale organisée et constituant une force sociale et politique énorme. Elle reste marquée parce qu'à l'issue de la guerre, à peine reconstituait-elle ses organisations de classe que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin rejeteront sur elle la responsabilité

sabilité des crimes de l'impérialisme allemand, du nazisme, alors qu'elle fut leur première victime ; qu'ils tranchèrent dans sa chair en partageant l'Allemagne en deux. Et tandis qu'à l'Ouest les impérialistes restructuring le capitalisme allemand, l'état bourgeois allemand en déconfiture, à l'est, après avoir refoulé la classe ouvrière, la bureaucratie du Kremlin édifie un état satellite, non bourgeois, mais étranger à la classe ouvrière allemande, qui la pille et l'enchaîne au profit de la bureaucratie du Kremlin.

Mais le capital allemand est dans l'impasse. Il ne peut — encore moins que les bourgeoisies française et anglaise — avoir de politique mondiale indépendante de l'impérialisme américain, sans que pourtant leurs besoins soient identiques.

La force, encore presque immobile, du prolétariat allemand est là inquiétante, menaçante. Si les pionniers bureaucratiques font le silence sur l'héroïque tradition révolutionnaire du prolétariat allemand, le capital allemand, le capital mondial, et les pionniers bureaucratiques eux-mêmes, n'ont pas oublié que l'Allemagne prolétarienne a donné au monde Karl Marx, Frédéric Engels, Rosa Luxembourg, Karl

LA LIBRAIRIE D'INFORMATIONS OUVRIÈRES

39, rue du Faubourg-du-Temple
(Métro Goncourt ou République)

EST OUVERTE TOUS LES JOURS

De 16 heures à 20 heures

Et le samedi de 15 heures à 20 heures

Liebknecht ; ils n'ont pas oublié ces milliers de combattants révolutionnaires qui donnèrent leur vie pendant la révolution de 1918-1919, en 1920, en 1923, au cours des années qui précédèrent la remise du pouvoir, par le capital allemand, à Hitler ; ni ces centaines de milliers de militants ouvriers allemands qui périrent sous la hache du bourreau, fusillés, ou dans les camps nazis ; ils se rappellent ces magnifiques prolétaires de l'Allemagne de l'Est qui, en juin 1953, se dressèrent pour le pouvoir aux travailleurs face aux tanks de la bureaucratie du Kremlin et de ses valets. Au cours de la crise politique et économique, qui menace le capitalisme allemand, ce prolétariat ne va-t-il pas surgir ? Se dresser de toute sa taille ? S'ouvrir sa propre route ? Préventivement la sociale-

démocratie allemande vole au secours du capital. La classe ouvrière française doit tout faire pour que la classe ouvrière allemande renoue avec sa tradition révolutionnaire. Une Allemagne prolétarienne et l'Europe entière devient socialiste : à l'ouest le capitalisme est balayé, à l'est la bureaucratie du Kremlin et ses sous-fifres s'effondrent.

La seule méthode consiste à réaliser le front unique ouvrier contre la bourgeoisie française, son état, son gouvernement, contre De Gaulle. Il faut montrer l'exemple aux prolétariats anglais, allemand, belge, italien, etc., d'une lutte implacable pour le renversement de la bourgeoisie française : c'est la lutte réelle contre la guerre.

LE FRONT UNIQUE ET LA LUTTE REELLE CONTRE LA GUERRE

Les moments que nous vivons sont cruciaux. Tout peut basculer d'un côté ou de l'autre. Que De Gaulle parvienne à enchaîner, à briser le prolétariat français, et le prolétariat d'Europe peut refluer extrêmement loin : le seul bénéficiaire sera l'impérialisme. Qu'au contraire la classe ouvrière française reprenne l'initiative dans la lutte des classes, qu'elle mette en cause le pouvoir bourgeois, le régime capitaliste, en France, et l'Europe tout entière peut être illuminée des flammes ardentes de la révolution prolétarienne. Des défaites décisives seront infligées à l'impérialisme ; le prolétariat opprimé de l'Europe de l'Est et d'U.R.S.S. se saisira du pouvoir ; l'unité du prolé-

tariat européen sera définitivement scellée, au sein de la fraternelle union des Etats Unis Socialistes soviétiques d'Europe.

C'est cette perspective que dessine le programme de défense de la classe ouvrière, fondement du front unique ouvrier. Sur cette orientation, des actions réelles efficaces pourront être immédiatement entreprises contre le génocide de l'impérialisme U.S. au Viet-Nam, ses interventions contre-révolutionnaires partout dans le monde, les menaces qui s'accumulent sur la Chine.

Le maintien du régime capitaliste en France, c'est la décadence, la misère, la guerre.

Un gouvernement, surgî des luttes de la classe ouvrière, du front unique de classe, serait un coup mortel au capitalisme et à l'impérialisme mondial. Il ouvrirait la route aux prolétariats d'Europe et du monde. C'est la grande mission du prolétariat français.



LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ET LE FRONT UNIQUE

LE CANCER DU MOUVEMENT OUVRIER

Il faut être clair et net. Si la S.F.I.O. se lie aux pro-américains de la F.G.D.S., partisans du gaullisme sans De Gaulle ; si le P.C.F. bavarde sur la « démocratie rénovée » et affirme son accord avec la politique extérieure de De Gaulle ; si les dirigeants de F.O. refusent systématiquement de réaliser l'unité d'action avec la C.G.T. ; si les dirigeants de la C.G.T. s'allient avec les dirigeants de la centrale jaune la C.F.D.T. et refusent de dresser dans un même combat de classe l'ensemble des travailleurs ; si les dirigeants de la F.E.N. se refusent au combat et capitulent ; si les uns et les autres ne veulent pas du programme de défense de la classe ouvrière ; s'ils sont contre le Front Unique de classe et ne veulent pas rompre avec la bourgeoisie ; s'ils sont pour le parlementarisme bourgeois et bafouent la démocratie ouvrière ; s'ils entraînent ainsi le prolétariat à la catastrophe : ce ne sont pas des erreurs politiques.

Ils défendent les intérêts de bureaucraties d'origine ouvrière qui vont à l'encontre des intérêts du prolétariat. Un communiste polonais définissait parfaitement ce que sont les bureaucraties d'origine ouvrière. Il écrivait en 1957 :

« La bureaucratie est un cancer qui s'est développé sur le corps sain de la classe ouvrière. L'homme qui

souffre d'un cancer forme avec lui une unité. Mais cette unité se développe d'une manière telle que, où l'homme triomphe de la maladie et se rétablit, ou c'est le cancer qui le dévore. »

Il faudrait ajouter que le cancer bureaucratique ne peut, en tout état de cause, survivre. En détruisant le corps qui le nourrit, il finit par se détruire lui-même.

L'impasse politique des bureaucraties d'origine ouvrière, qu'elles soient sociale-démocrate ou stalinienne, se resserre. Elles reproduisent au sein du mouvement ouvrier les différenciations sociales de la société bourgeoise. Comme telle, elles sont liées au maintien de la société bourgeoise. Elles n'existent que si le mouvement ouvrier existe. Leur sort est d'éclater, prises entre les intérêts et la lutte des classes incompatibles : prolétariat et bourgeoisie.

Toute leur démarche témoigne de la contradiction fondamentale qui les déchire. Au fond, elles s'apparentent socialement à la petite bourgeoisie. En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, surtout à leur sommet, elles sont prêtes à toutes les capitulations devant la bourgeoisie et l'impérialisme. Lutter pour la réalisation du front unique prolétarien sur un programme de défense de la classe ouvrière est impensable sans lutter pour la construction du parti révolutionnaire.

LA S.F.I.O., LE P.C.F. ET LA LUTTE DES CLASSES

Jamais la S.F.I.O., jamais le P.C.F., ne feront des pas en avant, n'engageront de luttes véritables contre le régime, que contraints et forcés par la pression de la classe ouvrière. Toujours ces pas seront hésitants et peu sûrs. En tout état de cause, ils tenteront de sauver la société bourgeoise si celle-ci est menacée dans ses fondements. En dernier lieu, l'assurance de De Gaulle tient à ce qu'il apprécie à leur juste mesure ce que sont la S.F.I.O. et le P.C.F., la politique de leurs dirigeants. Il sait qu'ils ne veulent pas combattre, il sait qu'ils cherchent toujours le com-

promis. Voilà pourquoi il sait qu'en fin de compte, ils sont prêts à capituler.

Mais il sait, et nous devons savoir également, que le P.C.F. comme la S.F.I.O. sont composés de militants qui croient en ces partis, qui sont pour le communisme, pour le socialisme, qui sont liés à la classe ouvrière. Les appareils de ces partis doivent tenir compte de ce qui se passe au sein de la classe ouvrière que les militants répercutent. Ils sont obligés de tenir compte des inquiétudes et des aspirations de ces militants. En fait, la lutte des classes, de façon

ouatée, déformée, s'exprime à l'intérieur de la S.F.I.O. comme du P.C.F., comme elle s'exprime à l'intérieur de la C.G.T., de F.O., de la F.E.N.

L'histoire de ces quelques dernières années est pleine d'enseignements à cet égard. Les dirigeants de la C.G.T., de F.O., de la F.E.N., ne voulaient pas de la grève des mineurs en 1963. Ils durent la subir, tout en s'efforçant de limiter sa portée, d'éviter son extension à l'ensemble de la classe ouvrière. Ils étaient contre le « tous ensemble », ils durent faire un pas vers sa réalisation le 11 décembre 1964. Ils voulaient que, le 17 mai 1966, il y ait seulement une infinité de mouvements épars, une addition de grèves. Ils durent accepter qu'il y ait UNE grève de toutes les corporations. Ils durent l'accompagner d'une manifestation centrale à Paris. Le 23 novembre 1966, les directions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. acceptèrent l'interdiction de la manifestation et d'être parqués devant la Bourse du Travail ; plusieurs milliers de leurs militants forçant les consignes, rompant le service d'ordre des syndicats, et les cordons de polices, remontèrent le boulevard de Magenta jusqu'à la gare de l'Est, martelant le mot d'ordre : la rue aux travailleurs.

Les dirigeants du P.C.F. ont élaboré un programme se situant sur le terrain du parlementarisme bourgeois qu'ils ne peuvent mettre et ne peuvent avoir l'intention de mettre en œuvre. Ils ont dû y inclure des revendications, comme la nationalisation des

industries clés. Autant de contradictions qu'il est possible d'en accumuler. Mais il le faut pour répondre aux préoccupations de leurs militants.

Les dirigeants de la S.F.I.O., beaucoup moins liés à la classe ouvrière, n'ont pu néanmoins accepter l'opération Defferre qui liquidait la S.F.I.O. en tant que parti d'origine ouvrière en le fusionnant avec le M.R.P., les indépendants. Il leur faut une base militante ouvrière, impossible à maintenir sans se réclamer de la tradition socialiste. En même temps, ils participent à la F.G.D.S. et font les pires alliances électorales. Autant de contradictions.

La politique du Front Unique de classe consiste à dresser la classe ouvrière comme classe face à la bourgeoisie, son état, son gouvernement. Il ne suffit pas d'appeler les travailleurs à suivre le panache rouge de l'organisation révolutionnaire. Il faut en chaque occasion que celle-ci réponde aux besoins de la lutte des classes et sache distinguer.

Nous luttons pour la construction d'un parti révolutionnaire en France parce que la S.F.I.O. et le P.C.F. sont définitivement passés du côté du maintien de l'ordre bourgeois. Mais, nous appuyant sur l'aspiration de leurs militants, nous sommes prêts à soutenir tout pas qu'ils feraient pour défendre les conquêtes de la classe ouvrière, les libertés démocratiques sans nous en remettre à la bonne volonté de leurs dirigeants. La contradiction est au sein de ces partis, et non de notre côté.

DEFENDRE LES SYNDICATS

Nous luttons pour défendre et redresser les organisations syndicales C.G.T., F.O., F.E.N. Bien qu'aux mains d'appareils non moins bureaucratiques, non moins liés à la bourgeoisie, non moins capitulards que ceux de la S.F.I.O. et du P.C.F., les organisations syndicales sont plus directement dépendantes de la classe ouvrière et de ses besoins. Présentes, constituées sur le lieu immédiat de l'exploitation capitaliste, il leur faut répondre de manière plus directe. Leur lien avec la classe ouvrière est d'une autre nature que ceux de la S.F.I.O. et du P.C.F. Le P.C.F. et la S.F.I.O., tout en s'appuyant sur d'authentiques militants ouvriers sincèrement communistes et socia-

listes, sont les partis des bureaucraties réformiste et stalinienne. La C.G.T., F.O., la F.E.N., par leur composition, leur lien direct avec la classe, restent les syndicats de la classe ouvrière, contrôlés et utilisés par les appareils bureaucratiques réformistes et staliens. C'est en leur sein qu'il faut lutter. Céder la place aux bureaucraties, sous prétexte qu'elles contrôlent les syndicats, serait rendre des positions de la classe ouvrière, sans combat, à l'influence des ennemis de classe. La lutte à l'intérieur des syndicats, pour leur défense, contre leur subordination à l'état, est un impératif de toute organisation révolutionnaire authentique.

LA CAMPAGNE ELECTORALE ET LES LUTTES OUVRIERES

Cette campagne électorale ne doit pas être une campagne électorale comme les autres. Que les syndicats y participent, soit ! Qu'ils appellent à voter pour les candidats se réclamant des partis et organisations ouvrières. Mais la lutte des classes ne peut s'interrompre pour autant en attendant le miracle sortant des urnes. La campagne électorale doit être au contraire l'occasion d'une intensification de la lutte des travailleurs. Depuis des mois, les dirigeants de la C.G.T. prétendent qu'ils préparent l'action de tous les travailleurs ; ceux de la F.E.N. prétendent qu'ils sont contre les grèves tournantes mais pour un

combat de toute la classe ouvrière, contre le pacte C.G.T.-C.F.D.T. mais pour l'unité entre centrales ouvrières authentiques, qu'attendent-ils pour faire dans ce sens des propositions à la C.G.T., à F.O. ; la direction de F.O. est contre l'unité avec la C.G.T., mais de nombreux syndicats et Fédérations F.O. prétendent qu'elles sont pour l'unité d'action avec la F.E.N. et la C.G.T., qu'attendent-ils pour répondre aux propositions de la direction de la C.G.T. ?

A de multiples reprises : le 18 mars 1964, le 11 décembre 1964, le 17 mai 1966, démontrant qu'elle était disponible pour une lutte mobilisant les travail-

leurs comme un tout, la classe ouvrière a répondu à des mots d'ordre d'action générale de 24 heures. Ensuite elle n'a rien vu venir d'autre, que le retour à de nouvelles vagues de grèves tournantes, démolisatrices, atomisantes et démoralisantes. Mais, tous les six mois ou tous les ans, pour répondre aux préoccupations des militants et de la classe ouvrière, une soupape de sûreté est ouverte : un nouveau mot d'ordre de 24 heures est lancé. Ce jeu est dangereux. D'innombrables travailleurs se lassent. Très souvent, s'ils répondent encore à ces mots d'ordre, c'est par pure conscience de classe. Ils savent que l'échec d'un mot d'ordre de ce type pourrait être très dangereux pour les syndicats et la classe ouvrière. Il n'empêche que cela ne peut durer.

Nous savons parfaitement qu'un mouvement se prépare. Aussi faut-il en finir avec les discours sur la mobilisation des travailleurs, et réaliser une mobilisation réelle. Si les dirigeants de la C.G.T. veulent vraiment un mouvement mobilisant l'ensemble des travailleurs ; si les dirigeants de la F.E.N. ne veulent ni pactiser avec la C.F.D.T., ni des grèves tournantes, mais sont pour l'action d'ensemble ; si les dirigeants des syndicats et Fédérations F.O. qui se prononcent pour l'unité d'action sont sincères : qu'attendent-ils pour constituer, à tous les échelons, des comités intersyndicaux et interprofessionnels de préparation à cette action. Comités intersyndicaux parce que ce sont les militants et travailleurs de toutes tendances qui doivent préparer l'action ; comités intersyndicaux et interprofessionnels parce qu'il s'agit de rompre l'isolement corporatif, d'unifier l'action des travailleurs de toutes professions ; à tous les échelons, parce qu'il faut que cette lutte soit préparée au niveau local, régional, national.

Du côté des travailleurs, l'effet serait immédiat. Enfin ! la certitude prévaudrait que c'est une lutte sérieuse, décidée, qui est préparée. L'enthousiasme monterait immédiatement.

Quant aux dirigeants qui se refusent à l'unité d'action, comme les dirigeants confédéraux de F.O., précisément parce que l'enthousiasme monterait, ils devraient céder ou se déconsidérer totalement.

Ce qui est vrai aujourd'hui peut ne plus l'être demain. Attendre encore, renouveler des mouvements tournants, faire un pas vers un mouvement général, et reculer de dix, peuvent avoir des effets destructeurs, tels que demain cela ne soit plus possible.

Mais il ne s'agit pas d'attendre la bonne volonté des dirigeants. Partout où il est possible de constituer immédiatement des comités intersyndicaux et interprofessionnels, il faut en constituer.

Il n'est pas qu'à propos des revendications immédiates de la classe ouvrière portant sur les salaires, les 40 heures, etc., que l'action peut et doit être immédiatement préparée.

Qu'attendent les dirigeants de la F.E.N. pour mettre en application les résolutions qu'ils ont votées sur la lutte pour la défense de l'Education nationale ? Qu'attendent la F.E.N., le Comité National d'Action Laïque, la Fédération de Parents d'Elèves, pour préparer, organiser une manifestation du genre de celle de Vincennes en 1960, qui regroupa plusieurs centaines de milliers de manifestants prêts à marcher sur Paris pour défendre l'Ecole Publique et la laïcité ?

Une journée de grève scolaire nationale peut être rapidement préparée. A Rezé-les-Nantes, en Loire-Atlantique, dès la rentrée, spontanément maîtres et parents d'élèves ont organisé la lutte. De nombreux exemples peuvent être cités.

La période de campagne électorale est extrêmement favorable et doit être utilisée pour organiser ces actions. D'autres actions sont également possibles. A l'Université, le démantèlement de l'Education Nationale aboutit dès maintenant à annuler les deux premières années d'étude pour un grand nombre d'étudiants, à éliminer des amphithéâtres, des travaux pratiques, dans toutes les disciplines des milliers et des milliers d'étudiants. La mobilisation de la jeunesse étudiante, en liaison avec les syndicats et organisations ouvrières, est immédiatement réalisable. Là non plus, il ne faut pas attendre... après les élections.

La déchéance de la jeunesse n'attend pas les résultats des élections. Des milliers de jeunes, filles et fils de prolétaires, sont dans des classes surpeuplées dès l'école primaire. Des milliers et des milliers ne trouvent pas de place dans le secondaire, dans les C.E.T., dans les écoles normales, etc. Des milliers et des milliers sont réduits au chômage. Faut-il attendre ? Non. Dès maintenant, la lutte doit être engagée. Elle peut l'être. L'objectif d'une démonstration géante des jeunes, à Paris, soutenue par les mères de familles, les travailleurs, les syndicats, doit être fixé. Elle doit être préparée à l'initiative des mouvements de jeunesse.

LE COMBAT

La campagne électorale de l'O.C.I. ne ressemble à aucune autre.

L'O.C.I. dénonce le parlementarisme.

L'O.C.I. utilise la campagne électorale pour saisir toutes les occasions d'une mobilisation de la classe ouvrière pour l'action.

L'O.C.I. combat au cours de cette campagne électorale pour la réalisation du front unique de classe, sur le programme de défense de la classe ouvrière.

L'O.C.I. explique sans ambages ce que sont la S.F.I.O. et le P.C.F.

QUI S'ENGAGE

L'O.C.I. combat pour la défense et le redressement des organisations syndicales nées de la classe ouvrière : C.G.T., F.E.N., F.O.

L'O.C.I. utilise la campagne électorale pour construire le parti ouvrier révolutionnaire en France à partir du programme de fondation de la IV^e Internationale, et reconstruire la IV^e Internationale.

Depuis 1953, le corps sain du prolétariat réagit contre le cancer bureaucratique. Le mouvement révolutionnaire de juin 1953 en Allemagne a précédé de peu la grève générale spontanée d'août 1953 en

France, réalisée par-dessus les appareils bureaucratiques. Au cours de l'été 1955, une nouvelle et puissante vague de grèves en France a déferlé par-dessus les appareils bureaucratiques. Puis ce fut l'octobre polonais et la révolution hongroise des conseils en octobre-novembre 1956.

La Révolution Hongroise écrasée sous les tanks de la bureaucratie du Kremlin, noyée dans le sang du prolétariat hongrois, De Gaulle accédant au pouvoir en France, tout sembla réintégrer les vieilles ornières, les bureaucraties d'origines ouvrières sociale-démocrate et stalinienne retrouver leur ancien contrôle sur la classe ouvrière. Il n'en est pas ainsi.

En France, au travers de la grève des mineurs, des mouvements des 18 mars 1964, du 11 décembre 1964, du 17 mai 1966, au cours de la manifestation du 23 novembre 1966, l'opposition entre la classe ouvrière, les militants ouvriers, leurs besoins, leurs aspirations, et la politique des appareils bureaucratiques s'est à chaque fois manifestée dans une forme, ou dans une autre. La crise permanente de l'Union des Etudiants Communistes est un symptôme qui ne trompe pas : une crise profonde mûrit au sein du P.C.F. Elle n'aura certainement pas les mêmes formes, ne se manifesterà pas de la même façon qu'au sein de l.U.E.C., mais elle mûrit. A l'intérieur des syndicats s'affirme, contre les appareils bureaucratiques, la recherche d'une politique d'indépendance par rapport à l'état bourgeois, de défense des syndicats, une politique de lutte de classe.

La crise qui oppose la bureaucratie du Kremlin à la bureaucratie chinoise ; l'opposition croissante des prolétariats de l.U.R.S.S. et de l'Est de l'Europe aux conséquences de la remise en cause de la propriété étatique des principaux moyens de production, de la planification, du retour aux « lois du marché », de concessions aux tendances pro-bourgeoises et à la pénétration impérialiste ; les difficultés croissantes de la bureaucratie du Kremlin à faire obéir au doigt et à l'œil les appareils du P.C. qu'elle a créés tant à l'est qu'à l'ouest de l'Europe, qu'en Asie, annoncent une succession ininterrompue de crises qui traduisent la faillite de la bureaucratie du Kremlin.

La nécessité où sont placés le Labour Party, la sociale-démocratie allemande, le Parti Socialiste Unifié d'Italie de voler au secours de leur bourgeoisie, d'engager eux-mêmes la politique de destruction des conquêtes du mouvement ouvrier, de sa subordination à l'état bourgeois, ouvre et ouvrira des conflits toujours plus profonds entre eux, la classe ouvrière, les militants ouvriers de ces partis.

La décomposition totale des équipes petites bourgeois des pays économiquement arriérés qui, face à l'impérialisme, se donnaient des allures indépendantes et socialisantes, se précipite. Elles capitulent et sont de plus en plus en opposition avec les masses de ces pays.

Au travers de mille vicissitudes, à l'échelle internationale, le prolétariat se défend contre le cancer bureaucratique.

La crise du mouvement ouvrier sera-t-elle exploitée par la bourgeoisie, par l'impérialisme ? Sera-t-elle au contraire à l'origine de sa régénération et de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie et l'impéria-

lisme ? Tout dépend de la jonction des travailleurs d'avant-garde et de la classe ouvrière avec le programme de la révolution prolétarienne.

La jeunesse, dans le cours des luttes, fut toujours à l'avant-garde : en France en 1953 et 1955, en Allemagne de l'est en juin 1953, pendant l'octobre polonais et la révolution hongroise des conseils, en 1960 au Japon, dans les maquis viet-namiens. Elle bouillonne en U.R.S.S., aux U.S.A. Elle fut encore à l'avant-garde contre la guerre d'Algérie et au cours de la grève des mineurs en France.

En Angleterre les Young Socialists, dirigés par les trotskystes de la Socialist Labour League, sont la plus importante organisation de jeunesse. Les camarades de Révoltes en France constituent les fondements d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse. Au cours de la manifestation internationale de jeunes, à Liège, le 15 octobre, Young Socialists, militants de Révoltes, ont marqué du sceau de la jeunesse révolutionnaire cette démonstration : proclamant l'unité de la lutte des classes mondiale, contre l'impérialisme et la bureaucratie ; unissant la lutte des ouvriers et paysans du Viet-Nam contre l'impérialisme, à la révolution politique hongroise contre la bureaucratie du Kremlin ; affirmant que pour chaque classe ouvrière l'ennemi est dans son propre pays ; ouvrant la perspective de la construction d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse.

La démonstration de Liège exprime toutes les possibilités qui s'offrent aux militants révolutionnaires dans la tâche de construction de partis révolutionnaires dans chaque pays et de reconstruction de la IV^e Internationale. La jeunesse démontre qu'au sein de la classe ouvrière naissent de profonds bouleversements, car si elle traduit plus rapidement que les

SERGE SIMON

LA GRÈVE GÉNÉRALE BELGE

(20 DÉCEMBRE 1960 - 20 JANVIER 1961)

Édité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,75 F

BALASZ NAGY

LA FORMATION DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST EN 1956

Édité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,50 F

gros bataillons de militants chevronnés, les processus en cours, elle est une partie de la classe ouvrière.

Le 4 novembre à Paris, organisé par Révoltes et l'O.C.I., s'est tenu un meeting international célébrant la révolution hongroise, la reliant aux luttes actuelles du prolétariat international. Tandis que le 17 novembre se tenait à Londres un meeting semblable.

La campagne électorale de l'O.C.I. est un moment de la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire en France, comme le fut Liège, comme le meeting du 4 novembre, indissolublement soudé à la lutte pour le programme de défense de la classe ouvrière, pour le front unique de classe.

Il s'agit de regrouper les militants, jeunes ou chevronnés, les travailleurs qui veulent combattre au sein du mouvement ouvrier, dans les syndicats, dans leurs partis, dans tous les secteurs de la lutte de classe, pour une orientation lutte de classe, pour le combat classe contre classe. Si des militants du P.C.F., de la S.F.I.O., estiment que leurs partis peu-

vent être redressés, ils se trompent. Mais qu'ils s'organisent et combattent au sein de ces partis. L'O.C.I. mènera, en liaison avec eux, en agissant sur son propre plan, le même combat. Si des militants estiment que le P.C.F. et la S.F.I.O. ont fait faillite mais ne sont pas intégralement d'accord avec le programme de la IV^e Internationale, ils commettent une erreur. Mais à la seule condition qu'ils participent effectivement à la lutte des classes en défendant des positions se situant sur la ligne de classe contre classe, l'O.C.I. est d'accord pour agir avec eux.

L'Organisation Communiste Internationaliste pour la reconstruction de la IV^e Internationale défend intégralement le programme de la IV^e Internationale, sur lequel se construira le parti révolutionnaire.

C'est pourquoi il faut participer à la campagne électorale nationale de l'O.C.I.; s'organiser pour soutenir la candidature de l'O.C.I. dans la Seine-Saint-Denis (Saint-Ouen, Ille-Saint-Denis, Epinay, Pierrefitte et Villemomble), pour un vote de classe partout ailleurs.

VOTEZ pour le candidat de l'**O.C.I.**

Stéphane JUST
OUVRIER A LA R.A.T.P.

Candidat suppléant : **Gérard BLOCH**
PROFESSEUR AGRÉGÉ

Vive le front unique de la classe ouvrière !

Vive la IV^e Internationale !

LE COMITÉ CENTRAL DE L'ORGANISATION
COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

APPEL DU COMITÉ CENTRAL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Pour l'unité des travailleurs,
pour résister aux menées du capital et vaincre de Gaulle :
organisons dans les entreprises et les localités

LES COMITÉS DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE OUVRIERE

Travailleuses, Travailleurs, Jeunes Ouvriers, Etudiants
L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
— **Trotskyste — (O.C.I. IV^e Internationale)**
mène campagne contre le parlementarisme

L'histoire et l'expérience de la lutte des classes l'enseignent, ce n'est pas une majorité parlementaire qui peut donner la victoire à la classe ouvrière :

1936 : A la Chambre des Députés, le peuple envoie une majorité « Front Populaire » pour « la Paix, le Pain et la Liberté ».

1938 : Cette même Chambre investit un gouvernement présidé par un radical qui brise la grève générale du 30 novembre 1938, prend des mesures anti-ouvrières, déclenche la guerre.

1940 : L'Assemblée élue en 1936 donne les pleins pouvoirs à Pétain. La C.G.T., le P.C.F., la S.F.I.O., l'organisation trotskyste, le Parti communiste internationaliste (IV^e Internationale) et toutes les organisations ouvrières sont réduites à la clandestinité. C'est la liquidation de toutes les libertés

Toujours et partout dans le monde, le Parlement a été, est et restera comme Marx, Lénine et Trotsky l'ont expliqué, l'instrument fidèle de domination des classes possédantes.

C'est délibérément mentir aux travailleurs que de vouloir leur faire croire à la possibilité de réaliser le socialisme par des voies parlementaires.

L'ENJEU DES ÉLECTIONS DE MARS 1967

Depuis 1958, de Gaulle a mis en place toutes les structures d'un état policier. En particulier, avec la Réforme administrative, le Préfet, nommé par le gouvernement sur proposition du Ministre de l'Intérieur (police) est chargé dans les départements et les régions de régulariser toutes les relations de travail au sein de la fonction publique, des services publics et semi-publics, dans les entreprises, les bureaux, les chantiers.

Le Préfet devient la seule autorité supervisant et contrôlant, sur la base de fiches de police, les nominations et mutations des agents de la fonction publique. Le Préfet, chef de la police, devient le détenteur des pouvoirs nécessaires à l'application des dispositions du V^e Plan, visant à abaisser les prix de revient afin que l'économie française soit capable d'affronter la concurrence internationale.

Dans le système capitaliste, il n'y a qu'une méthode pour atteindre ce but :

ouvrières. Par milliers, les militants de toutes tendances sont emprisonnés, jetés dans des camps, fusillés.

2 janvier 1956 : le peuple vote pour la paix en Algérie, pour la défense et l'extension des libertés ouvrières et démocratiques.

12 mars 1956 : avec les voix des députés S.F.I.O. et P.C.F., les élus du Front Républicain et de la droite réactionnaire votent les pleins pouvoirs de guerre au gouvernement présidé par le S.F.I.O. Guy Mollet.

Deux classes sont rappelées. Le contingent est envoyé faire la sale guerre d'Algérie. La torture est institutionnalisée en Algérie.

2 juin 1958 : La même assemblée, celle du Front Républicain, donne les pleins pouvoirs à de Gaulle.

Diminuer la fraction du capital engagé dans les salaires pour augmenter celle dévolue dans le prix de revient à la plus-value, source des profits et des investissements. C'est-à-dire exploiter encore plus les travailleurs !

Le V^e Plan, c'est la mobilisation de tous les moyens politiques, économiques et financiers entre les mains de l'état bourgeois pour rationaliser les conditions de surexploitation.

TOUTES LES COUCHES DE LA POPULATION LABORIEUSE SONT MENACEES DE DÉCHEANCE.

L'automation est la preuve éclatante que le génie de l'homme assurant sa maîtrise sur toutes les forces de la technique, produit de son travail, permet de libérer l'homme de toutes les contraintes économiques et d'atteindre ainsi au

plein contrôle de la nature et de sa propre nature sociale.

Mais, entre les mains du Capital et contrôlé par l'état bourgeois, l'automation n'a pour objet que de « casser les prix de revient », de diminuer sous toutes ses formes la fraction du capital attribué aux salaires.

Entre les mains du capital, l'automation voudra les cadres « au rebut » selon les termes utilisés par une revue patronale. Avec l'automation, le travail complexe du technicien, de

l'ouvrier et de l'employé qualifié sera simplifié. L'entreprise automatisée nécessitera une main-d'œuvre déqualifiée, rendue « polyvalente » selon les nécessités du régime de profit.

La Réforme Fouchet est réalisée pour exclure de la culture et d'un enseignement qualifié les « 2/3 de déchets » (élèves et étudiants) qualifiés ainsi par le recteur Capelle, l'un des promoteurs de la réforme gaulliste de l'enseignement.

Il faut tout faire pour empêcher de Gaulle de réaliser les plans du Capital.

- Il y va de notre sort à tous.
- Il y va de l'avenir de la jeune génération.
- Il y va de notre dignité de travailleur.
- Il y va de l'avenir de la culture et de la civilisation.
- Il y va des destinées de l'humanité.

RIEN N'EST ENCORE PERDU

Les quelques semaines qui nous séparent de l'échéance des élections législatives peuvent et doivent être utilisées pour déjouer les plans de la bourgeoisie.

A quelles conditions ? Comment ?

L'Organisation Communiste Internationaliste (IV^e Internationale) qui combat pour l'unité de classe du prolétariat définit les conditions qui doivent permettre à l'action de s'engager.

RETRAIT DE TOUS LES ORGANISMES SUR LESQUELS S'APPUIE L'ETAT POLICIER

Tout d'abord, il faut en finir avec la politique qui amène les dirigeants de la C.G.T., du P.C.F., de la C.G.T.-F.O. et de la Fédération de l'Education Nationale à faire comme si les réformes décidées par de Gaulle pouvaient être utilisées pour défendre les intérêts des masses laborieuses.

Non ! La Réforme administrative et les Comités de Développement régionaux (C.O.D.E.R. et District parisien) ne visent ni à améliorer les conditions de vie des travailleurs, ni à garantir l'emploi. Les C.O.D.E.R., le District, les com-

La première condition pour préparer la résistance victorieuse aux menées de la bourgeoisie et de son état, c'est d'imposer le retrait immédiat des représentants syndicaux de tous les organismes du Plan.

ROMPRE AVEC LES BOURGEOIS MENDES-FRANCE ET MITTERAND

C'est duper les travailleurs que de leur faire croire qu'en s'alliant avec l'aile libérale de la bourgeoisie, actuellement évincée du pouvoir, ils pourraient défendre leurs intérêts et défaire de Gaulle.

Le programme de MM. Mendès-France et Mitterrand ne diffère à peu près en rien de celui que présentent au peuple français de Gaulle et l'U.N.R.

En particulier, sur toutes les questions sociales, de Gaulle et les bourgeois libéraux sont d'accord

- pour le plan ;
- pour augmenter les investissements, c'est-à-dire augmenter encore les profits, source des investissements, aux dépens des salaires ;

missions et le conseil supérieur du Plan où siègent les représentants des syndicats ont été créés pour concentrer, licencier et déqualifier. C'est dans ces organismes que sont préparés et décidés tous les mauvais coups contre la classe ouvrière.

Non ! Fuchet ne cherche pas à améliorer la qualité de l'enseignement.

La Réforme Fouchet démantèle le système de l'Education Nationale à tous les niveaux en vue de préparer cette masse de main-d'œuvre déqualifiée, vouée à la déchéance et au chômage pour permettre au capitalisme français de résister à la concurrence internationale.

Participer aux organismes du V^e Plan et de la Réforme Fouchet, aux comités d'entreprise « rénovés » c'est accepter de lier les travailleurs et leurs syndicats à l'application des mesures décidées par le patronat et l'état pour sur-exploiter les masses laborieuses.

Participer aux structures de l'intégration des syndicats à l'état et à l'entreprise c'est accepter l'association capital-travail. C'est transformer le responsable syndical et le délégué ouvrier en auxiliaires de l'état et du patronat, chargés de faire appliquer les décisions du capital.

— pour la réforme Fouchet de l'enseignement ;
— pour la participation aux organismes du Plan, aux C.O.D.E.R., au District ;
— pour enchaîner les syndicats à l'état et à l'entreprise.

Cela est bien normal !

Les principaux objectifs de de Gaulle sont ceux de toute la bourgeoisie française. Les libéraux bourgeois ne peuvent s'opposer aux intérêts de leur classe.

L'alliance électorale des partis se réclamant de la classe ouvrière avec les dirigeants bourgeois désorientera les travailleurs.

POUR L'UNITÉ SUR LE PROGRAMME OUVRIER

Ce que les travailleurs et la jeunesse défendent dans la démocratie, ce sont

- les libertés : liberté d'expression, liberté de presse ;
- les droits : droit de réunion, droit de grève, droit de manifestation ;
- les garanties arrachées par la lutte de classe et menacées par le régime gaulliste : conventions collectives, libertés prud'harmiales, Sécurité sociale, régimes de retraite, mutuelles, etc.

La classe ouvrière et la jeunesse ne sont pas indifférentes au régime politique. Mais les travailleurs ne peuvent partager

les illusions des autres couches laborieuses, et des intellectuels qui, bien qu'ils soient écrasés par le capital et son état, croient à la possibilité de régler, véritablement, les problèmes de l'heure, par le bulletin de vote et l'action parlementaire.

Sceller l'alliance de combat des ouvriers et de toutes les couches laborieuses, c'est définir le programme de défense contre le capital et l'état :

- Un salaire décent pour tous, garanti par l'échelle mobile basée sur un indice établi par les syndicats ouvriers, fondé

sur le contrôle des prix organisé en commun par les syndicats ouvriers et les syndicats agricoles.

— Une convention nationale et interprofessionnelle garantissant l'emploi et la qualification contre les conséquences des concentrations et de l'automation.

— Pas d'atteinte à la Sécurité sociale, aux régimes spéciaux de maladie et de retraites ; défense des Mutualités. Unification des régimes des maladies et de retraites sur les régimes les plus favorables. Toutes les cotisations à la charge du patronat et de l'état. Pas de capitalisation. Les caisses doivent être gérées exclusivement par les travailleurs et leurs syndicats : exclusion des représentants des patrons des conseils d'administration.

— Défense de la laïcité, suppression immédiate et totale de tous les crédits à l'école cléricale. Allocation d'études égale au salaire minimum.

Contre la Réforme Fouchet : une seule filière pour tous de la 6^e à la 1^{re}. Suppression de tous les barrages à l'accès égal pour tous à l'enseignement et à la culture.

Nationalisation de l'enseignement. Gestion de tous les services et de tous les ordres d'enseignement par les délégués des enseignants, des parents d'élèves, des étudiants et des syndicats ouvriers. La formation professionnelle doit être intégrée totalement à l'éducation nationale. Enseignants, parents d'élèves, élèves et apprentis, syndicats ouvriers, doivent gérer toutes les écoles techniques et professionnelles. Exclusion du patronat de la formation professionnelle.

— Pour un logement social à bon marché décent : expropriation des terrains à bâtir. Mise en place d'un plan de construction de logements pour tous, contrôlés par les syndicats ouvriers, les syndicats des travailleurs du bâtiment et les comités de locataires.

MILITANTS DU P.C.F. ET DE LA S.F.I.O. RESPONSABLES ET DÉLÉGUÉS DE LA C.G.T., C.G.T.-F.O., F.E.N.

La bourgeoisie et de Gaulle, son représentant actuel, ne sont forts que de la faiblesse de la classe ouvrière. Ce qui rend faible la classe ouvrière, c'est la volonté des dirigeants de ses grandes organisations d'étouffer la lutte de classe par des alliances parlementaires avec une aile de la bourgeoisie, comme leur refus de rompre avec les organismes mis en place par le régime gaulliste pour disloquer le mouvement ouvrier.

Si vous ne réagissez pas au sein de vos organisations, vos dirigeants continueront dans la voie de la collaboration de classes sur laquelle ils sont engagés.

Militants du P.C.F., responsables, délégués, militants syndicaux de toutes tendances, il dépend de vous, il dépend de nous tous d'agir pour que les terribles menaces que de Gaulle fait peser sur la classe ouvrière soient levées.

Exigez dans vos cellules et sections, dans vos syndicats que vos organisations se prononcent sur les revendications du programme ouvrier de défense.

Imposez à vos candidats et à vos dirigeants qu'ils assument dans les faits la défense des intérêts de la classe ouvrière en ne sacrifiant plus aux accords avec la bourgeoisie la lutte d'ensemble contre le capital et l'état.

PREPARER L'ACTION D'ENSEMBLE COORDONNÉE...

Le patronat, ses gouvernants, les hommes politiques de la bourgeoisie ne peuvent défendre le système du profit qu'en divisant les travailleurs.

Tout ce qui divise les travailleurs sert les intérêts de la bourgeoisie et de son état.

Tout ce qui sert les intérêts de la bourgeoisie et de son état divise les travailleurs.

Les grèves tournantes et disloquées par professions, par catégories, par entreprises, par ateliers et bureaux, n'ont servi que les intérêts du patronat et de l'état. Les travailleurs, les militants aspirent à un combat d'ensemble coordonné. Le mouvement du 17 mai 1966 est là pour en témoigner.

Il faut en finir avec toutes les tactiques de division.

C'est aux militants et aux travailleurs qui aspirent passionnément à l'unité d'imposer dans leurs organisations leur volonté.

...CONTRE LE GOUVERNEMENT DE LA DICTATURE POLICIERE

La classe ouvrière et ses organisations rassemblant toutes les forces unies des masses laborieuses des villes et des campagnes doivent affirmer leur force et leur volonté de faire reculer de Gaulle avant les élections, pour défaire de Gaulle aux élections.

Alors, il deviendra possible d'exproprier sans indemnité ni rachat les banques, les assurances, tout le système de crédit, l'industrie lourde, les industries chimiques, l'électrotechnique, l'automobile, le bâtiment et tous les monopoles.

Alors, il sera possible d'engager la lutte pour le contrôle

Militants, vos dirigeants affirment qu'ils veulent défendre l'intérêt des travailleurs ! Qu'ils le prouvent en condamnant publiquement les grèves tournantes dont le bilan de faillite est complet.

Pour servir des intérêts qui ne sont pas les vôtres, les uns, dirigeants de la C.G.T. — avec la C.F.D.T. cléricale et gaulliste — prennent prétexte du refus de l'unité par les dirigeants de F.O. pour imposer des grèves tournantes. Les autres, dirigeants de la C.G.T.-F.O., refusent l'unité au nom de l'anticommunisme réactionnaire. Il faut lever les obstacles à l'unité.

...PAR DES COMITES INTERSYNDICAUX ET INTERPROFESSIONNELS.

La seule voie pour organiser une véritable action générale et coordonnée sur des revendications définies et discutées par la base et à tous les échelons des organisations, c'est l'organisation de comités intersyndicaux et interprofessionnels à l'échelon de l'entreprise, de la localité, du département, au niveau des Fédérations d'industrie et des Bureaux confédéraux, définissant la tactique, la direction et les moyens à mettre en œuvre pour remporter une victoire qui serait décisive avant les élections.

Ainsi, les dirigeants de F.O. et de la F.E.N. qui prennent prétexte de leur crainte de voir la C.G.T. déborder leurs objectifs pour refuser l'unité, conserveraient le contrôle de ce qu'ils auraient eux-mêmes décidé.

Pourquoi les dirigeants de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N. s'opposent-ils de toutes leurs forces à la constitution des comités intersyndicaux et interprofessionnels ?

Pourquoi les dirigeants de la C.G.T. condamnent-ils la constitution de comités intersyndicaux et interprofessionnels ?

Parce qu'ils ne veulent pas préparer l'action d'ensemble coordonnée qui les contraindrait si elle était engagée avec la volonté de vaincre à rompre les liens qui les lient à la bourgeoisie et à son état dans les organismes du Plan, de mise en place de la réforme Fouchet et ailleurs.

C'est aux militants et aux travailleurs qui aspirent passionnément à l'unité d'imposer dans leurs organisations leur volonté.

ouvrier sur la production et les échanges, pour un plan économique élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier.

N'est-il pas clair que ces mesures qui préparent l'instauration du socialisme ne peuvent être atteintes par le parlement ? N'est-il pas clair que ceux qui, dans le mouvement ouvrier, prétendent que ces objectifs peuvent être atteints par l'alliance électorale avec une aile de la bourgeoisie, se moquent des travailleurs. Ou plutôt, ils les trahissent ! Car un dirigeant ouvrier, digne de ce nom, sait que pour satisfaire les revendications les plus élémentaires et les plus fondamentales des masses laborieuses, il faut détruire l'état bourgeois.

Seul un gouvernement des travailleurs, des organisations ouvrières unies, ayant rompu tout lien avec la bourgeoisie, appuyé sur les ouvriers et les paysans organisés, pourra réaliser le programme du peuple pour le peuple.

**UN DEVOIR POUR TOUS : AIDER ET SOUTENIR
LA CANDIDATURE OUVRIÈRE, LA CANDIDATURE TROTSKYSTE**

Travailleuses, Travailleurs, Jeunes. Militants.

L'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I. - IV^e Internationale) dénonce le parlementarisme.

L'O.C.I. (IV^e Internationale) combat pour le Front Unique de classe sur le programme de défense de la classe ouvrière.

L'O.C.I. (IV^e Internationale) appelle les travailleurs et leurs organisations à s'unir pour imposer avant les élections leurs justes revendications, afin de défaire de Gaulle aux élections.

L'O.C.I. (IV^e Internationale) présente dans la 1^{re} Circonscription de la Seine-Saint-Denis (SAINT-OUEN, L'ILE SAINT-DENIS, PIERREFITTE, ÉPINAY et VILLETANEUSE)

Stéphane JUST ouvrier à la RATP

Stephane JUST, boursier à la R.A.T.P.
avec pour suppléant Gérard BLOCH, professeur agrégé.

L'O.C.I. appelle les travailleurs à VOTER OUVRIER :

- Votez pour le candidat trotskyste dans la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis.
 - Votez pour les candidats du P.C.F. et de la S.F.I.O., à l'exclusion de tout candidat bourgeois dans tous les autres secteurs.

Travailleuses, Travailleurs, Jeunes, Militants

Votre devoir, notre devoir est d'organiser dans les entreprises, les usines, les bureaux, les chantiers, les localités, les quartiers, des COMITÉS DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE OUVRIÈRE A LA CANDIDATURE TROTSKYSTE

LE COMITE CENTRAL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

28 décembre 1966

Pour l'unité de la classe ouvrière. Pour le Front unique classe contre classe.

Pour la préparation d'une action d'ensemble coordonnée

POUR DEFAIRE DE GAULLE ET L'UNION

j'apporte mon appui à la candidature de l.O.C.I. dans la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Je combattrai pour que les candidats présentés par les partis ouvriers, P.C.F. et S.F.I.O., s'engagent à accepter le programme de défense de la classe ouvrière.

Signez et faites signer cet appel. Retournez-le à LA VERITE, revue de l'OCI

39, rue Faubourg-du-Temple. PARIS (10^e).

Souscrivez au C.C.P. : Gérard BLOCH - PARIS 11.921-81

